

**DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT D'UNE INSTALLATION  
CLASSEE**

**Projet d'implantation de deux centrales  
d'enrobage**

**EIFFAGE GC INFRA LINEAIRES**

Version 1 – Août 2023

sur les communes de Wissous et Paray-Vieille-Poste (91)

**Étape 3 :**

**DESCRIPTION DU PROJET**

**Pièce jointe n°2 : Conformité avec les  
prescriptions générales édictées par les arrêtés  
ministériels**

	<b>DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT</b> <i>PJ n°2 – Analyse de la conformité aux arrêtés ministériel 2521 et 2517</i>	<b>Communes de Wissous et Paray-Vieille-Poste (91)</b>
---	---	--

En application du Code de l'Environnement, l'établissement sera soumis à Enregistrement au titre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pour les rubriques 2521 et 2517.


L'installation sera implantée, réalisée et exploitée conformément aux dispositions de :

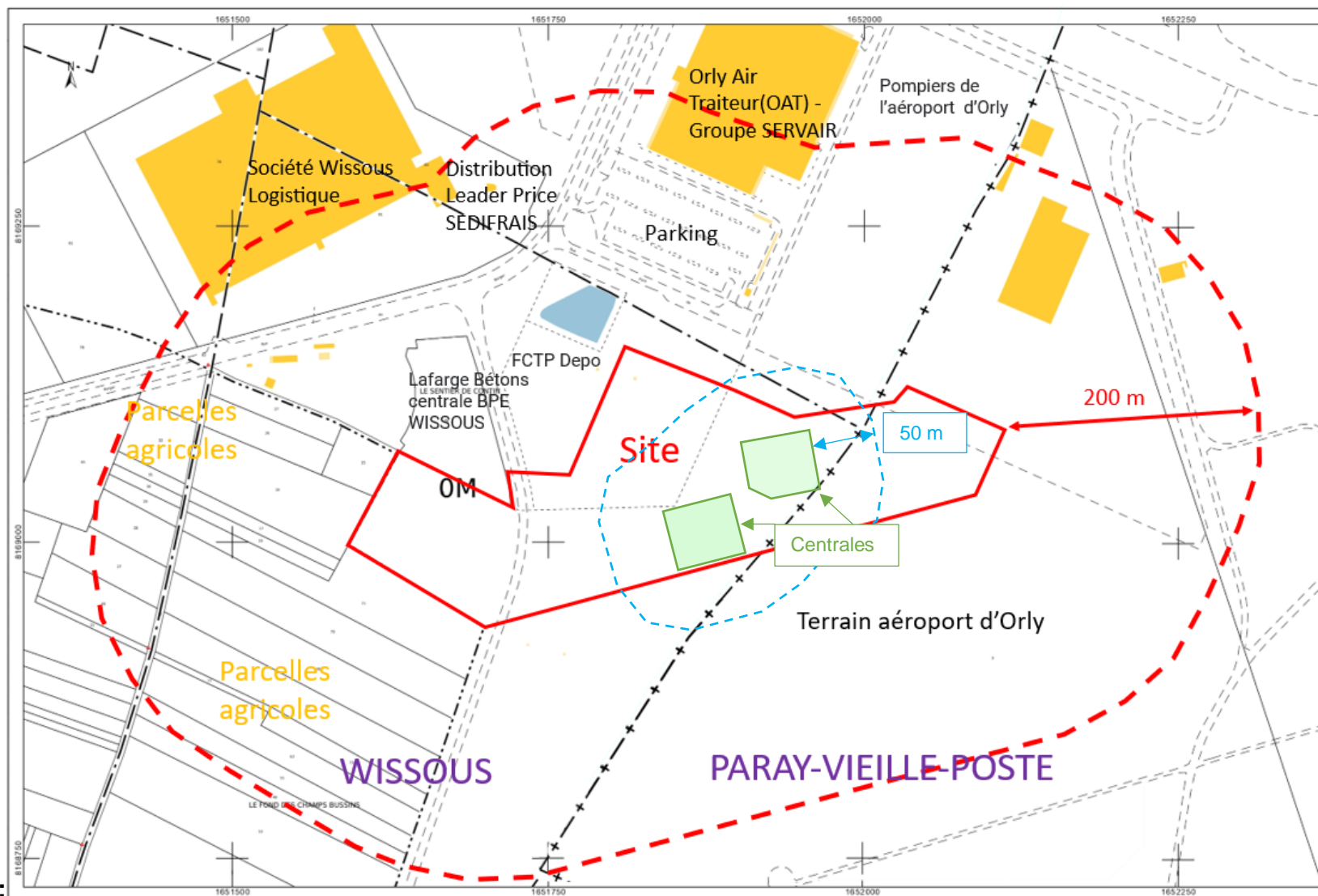
- **l'arrêté du 9 avril 2019** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d'),
- **l'arrêté du 10 décembre 2013** relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517.

Conformément à l'article R.512-43-3 du Code de l'Environnement, la demande d'enregistrement est accompagnée d'un document justifiant du respect des prescriptions générales applicables à l'installation. C'est l'objet de la présente pièce jointe (voir tableau pages suivantes).

**Nota :**

*Les rubriques soumises à déclaration feront l'objet d'une déclaration en ligne en parallèle du présent dossier. Ces activités seront conformes aux arrêtés ministériels en vigueur, sans demande d'aménagement.*

Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') :		Conforme / Non conforme
Articles applicables		Traduction en exigences
		Conformité
Chapitre II : Implantation et aménagement		
<b>Article 2.1</b>	<p><b>Règles d'implantation.</b>            Les limites de l'installation sont au moins à 100 mètres des habitations ou des établissements recevant du public et au moins à 50 mètres pour les autres tiers.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de respecter cette distance, l'exploitant proposera des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de protection des tiers équivalent.</p>	 <p>Dans un rayon de 100 m autour du site se situent des entrepôts, la caserne des pompiers de l'aéroport d'Orly, la centrale à béton Lafarge et des parcelles agricoles.</p> <p>De ce fait aucune habitation ou ERP ne se situe dans un rayon de 100 m. Les centrales d'enrobage sont situées à au moins 50 m des autres installations. (voir schéma ci-dessous)</p> <p>L'habitation la plus proche se trouve à environ 694 m au Sud-Est des limites du site.</p> <p>L'Etablissement Recevant du Public (ERP) le plus proche se trouve à 840 m au sud-est du site. Il s'agit de la Boulangerie de l'avenir. La distance entre la zone technique et l'ERP sera supérieure à 100 mètres.</p> <p>Les terminaux les plus proches de l'aéroport sont situés à environ 1,2 km au Nord-Est du site.</p>



*Situation du projet vis-à-vis des installations les plus proches*

Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') :

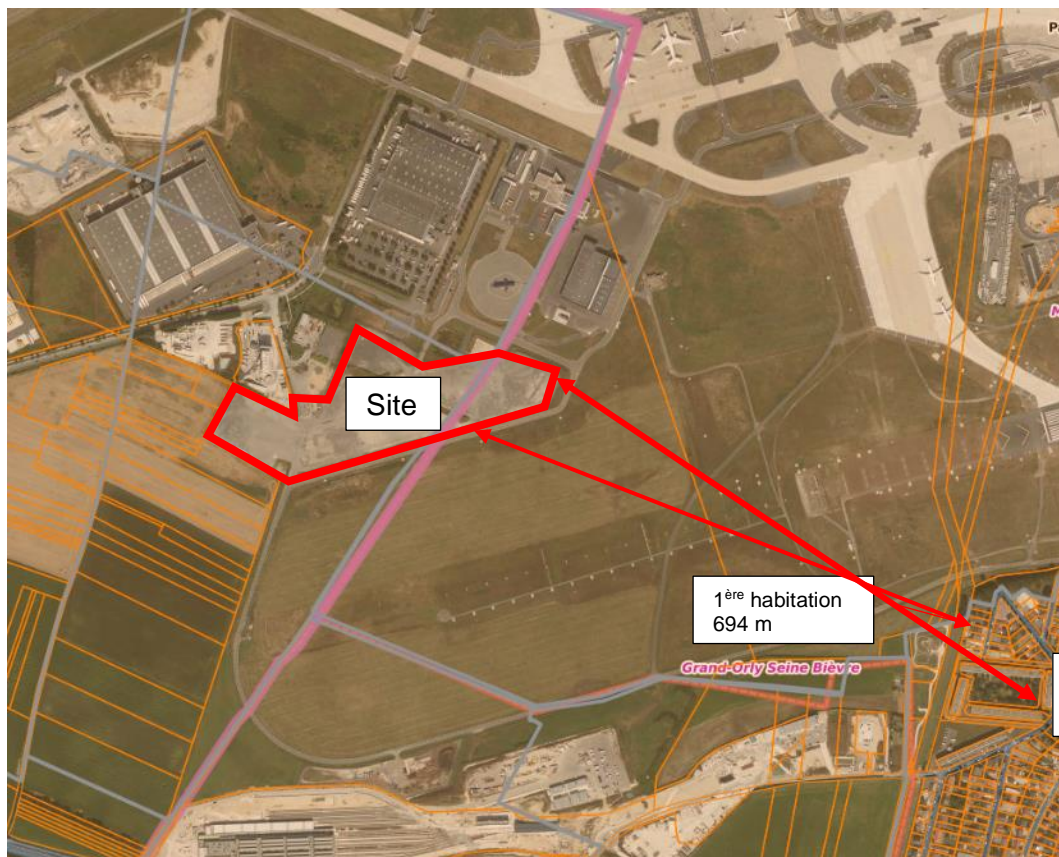
**Conforme / Non conforme**



**Articles applicables**

**Traduction en exigences**

**Conformité**




*Situation du projet vis-à-vis des habitations et ERP les plus proches*

**Article 2.2**

**Intégration dans le paysage.**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maintenir le site en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).



Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') :		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
		<p>Les centrales seront constituées d'éléments de type routiers d'une hauteur maximale de 4,5 m pour la plupart des installations. Seule la cheminée culminera à environ 13 m par rapport à la surface du sol.</p> <p>Les centrales seront implantées sur un terrain aménagé (zone imperméabilisée dans l'enceinte de l'aéroport d'Orly – voir extrait plan ci-dessous). L'implantation du projet sur ce terrain est idéalement situé par rapport au chantier des travaux de revêtement de la piste de l'aéroport et ne traverse pas de zone urbanisée.</p> <p>Les installations - de type mobile – seront présentes sur le site pour une durée maximale 12 mois.</p> <p align="center">Les photographies ci-dessous présentent le site dans son état actuel.</p>



**Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') :**

**Conforme / Non conforme**



**Articles  
applicables**

**Traduction en exigences**

**Conformité**



**Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') :**

**Conforme / Non conforme**



**Articles  
applicables**

**Traduction en exigences**

**Conformité**



*Vues du site depuis zone Sud-Ouest*



**Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') :**

**Conforme / Non conforme**



**Articles  
applicables**

**Traduction en exigences**

**Conformité**



*Vue du site depuis zone Est*

Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') :

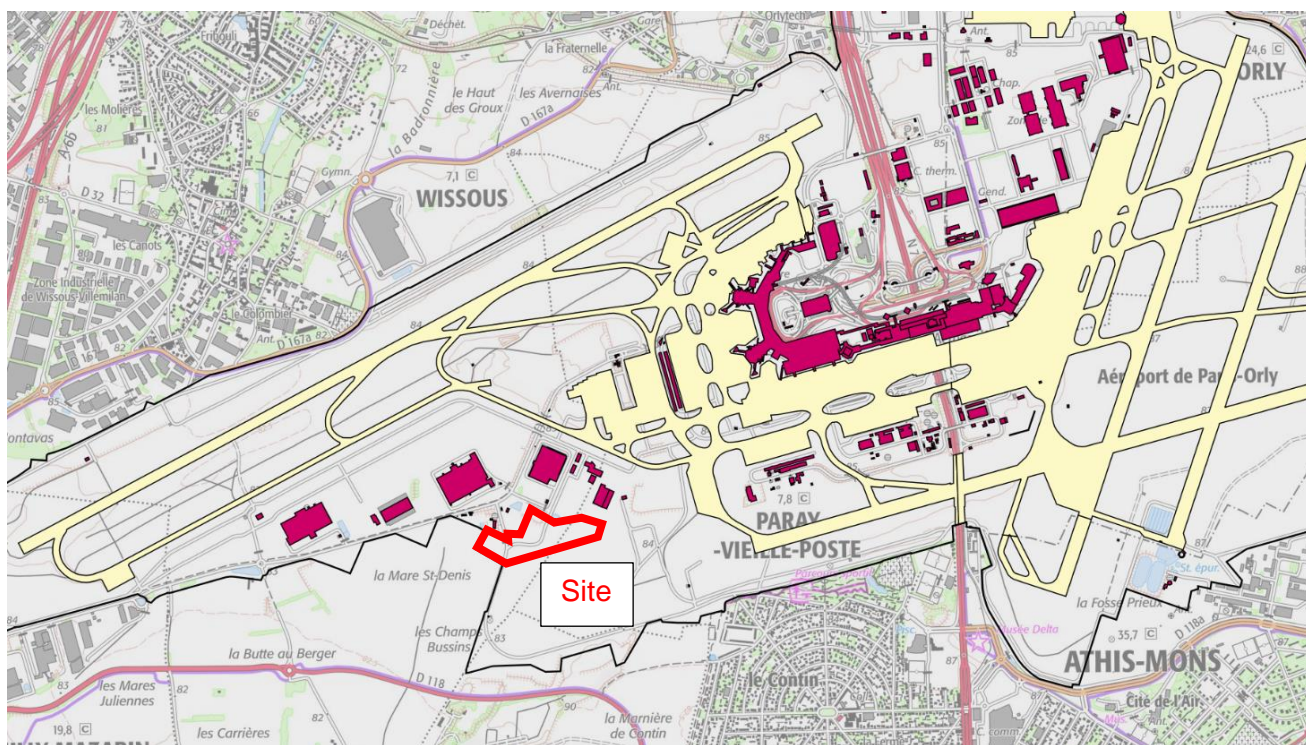
Conforme / Non conforme



**Articles  
applicables**

**Traduction en exigences**

**Conformité**



*Situation du site au sein de l'aéroport d'Orly (Extrait Géoportail)*




**Article 2.3**





Interdiction de locaux habités ou occupés par des tiers au-dessus et au-dessous de l'installation.  
L'installation n'est pas surmontée ni ne surmonte de locaux habités ou occupés par des tiers.




Il n'y aura pas de locaux habités par des tiers ou du personnel sur le site ou à proximité immédiate des centrales d'enrobage.



Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') :		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 2.4</b>	<b>Envol de poussières.</b> L'exploitant adopte les dispositions suivantes : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.	  Les mesures suivantes permettront de capter à la source les polluants atmosphériques : - entretien et maintien de la propreté du site et ses abords, - des dépoussiéreurs sont présents sur le tambour enrobeur (filtre à manche), munis d'une cheminée de hauteur et une vitesse d'éjection suffisantes pour assurer la dispersion des polluants, - installations susceptibles de dégager des poussières ou des odeurs capotées ou confinées, munies de dispositifs de collecte ou de canalisation voire de brumisation ou d'aspiration, - trémies d'alimentation munies de bavettes de protection, - utilisation de gaz pour l'alimentation des brûleurs, contrôle de la combustion par un automate, - stockages de granulats surveillés, éventuellement humidifiés, protégés du vent et des intempéries pour les granulométries les plus faibles (par des stocks de granulométrie plus importante), - manutention des matériaux par une chargeuse à godets limitant les chutes, - fillers et produits pulvérulents non stabilisés ensachés ou stockés en silos, - nettoyage des points d'accumulation des poussières fines, - remplissage du silo à filler par aspiration, avec dépoussiérage (manche filtrante raccordée à chaque événement), - engins de manutention et de transport conformes à la réglementation et entretenus, - voies de circulation humidifiées, - capotage des camions.
<b>Chapitre III : Exploitation</b>		
<b>Article 3.1</b>	<b>Surveillance de l'installation.</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	  Ce rôle sera tenu par : M. Ronan LEFEUVRE, Société EIFFAGE GENIE CIVIL, Responsable Technique Ets Grands Travaux d'Enrobés.

Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') :		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 3.2</b>	<b>Contrôle de l'accès.</b> Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple : clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).	 L'accès sera surveillé et contrôlé : - accès interdit à toute personne étrangère. Des panneaux d'interdiction de pénétrer seront installés aux différents accès du site, de manière visible, - l'entrée sera interdite en dehors des horaires d'exploitation, - site sous surveillance permanente de personnel ou gardiennage.  Pendant les périodes d'exploitation, une personne nommément désignée aura en charge la surveillance et la sécurité du site (M. Ronan LEFEUVRE, Société EIFFAGE, Responsable Technique Ets Grands Travaux d'Enrobés).
<b>Article 3.3</b>	<b>Gestion des produits.</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.	 Les centrales seront équipées de stockages d'hydrocarbures nécessaires à leur fonctionnement.  Le bitume utilisé a un point d'éclair supérieur à 250°C, il n'est donc pas assimilable à un liquide inflammable.  Les fiches de données sécurité des produits utilisés sur le site sont disponibles en <b>Annexe 1</b> de cette pièce (bitume, GNR, Fioul lourd TBTS et butane). Les quantités de produits seront suivies dans un registre et se limiteront aux nécessités de l'exploitation.
<b>Article 3.4</b>	<b>Propreté de l'installation.</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes les précautions sont prises pour éviter les risques d'envols de déchets, notamment lors de leur enlèvement mais aussi dans leur gestion usuelle par l'exploitant. Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.	 Le site et ses abords seront maintenus propres.

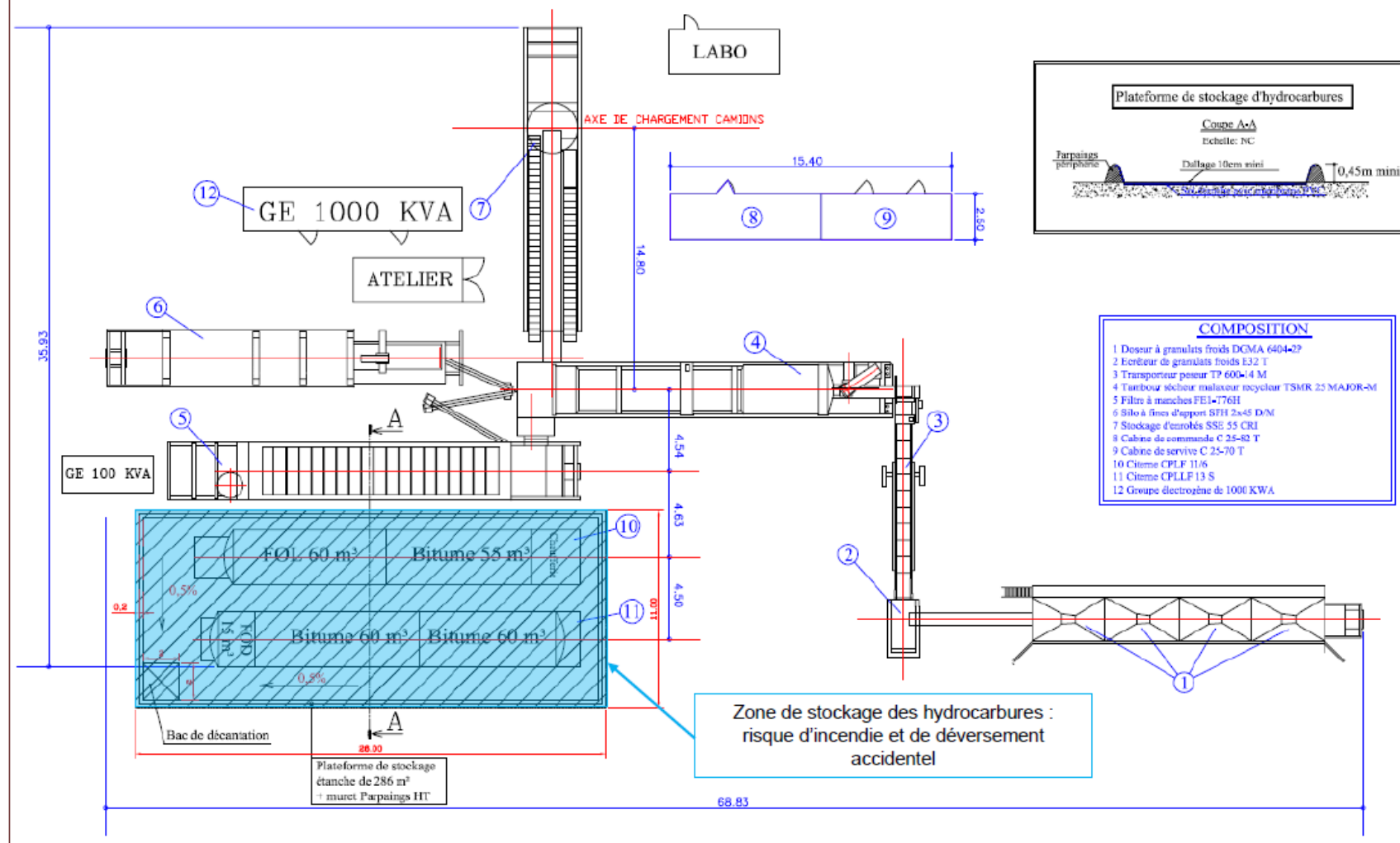
Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') :		Conforme / Non conforme
Articles applicables		Traduction en exigences
		Conformité
Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions		
<b>Article 4.1</b>	<p><b>Localisation des risques.</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>La zone de stockage de matières bitumineuses est incluse dans le recensement mentionné au premier alinéa.</p>	 <p>Les zones à risque du site pour une des centrales sont présentées sur le <b>schéma</b> ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- risque incendie : parc à liants,</li> <li>- risque de déversement accidentel : parc à liants.</li> </ul> <p>Ces zones à risques sont les mêmes pour la seconde centrale.</p>



## Plan d'installation

Centrale mobile d'enrobage  
TSMR 25 MAJOR-M

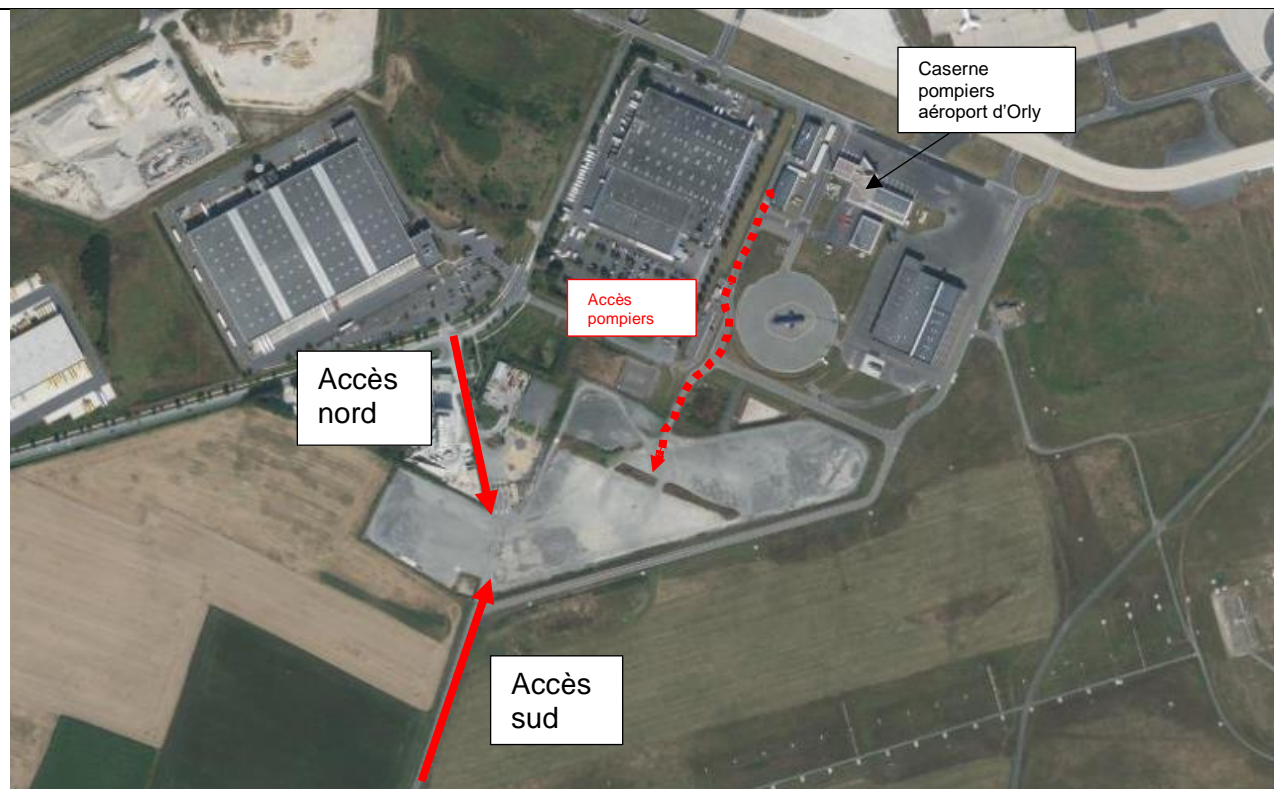
**Echelle: 1/200**





Elément de la centrale	Risque	Prévention du risque
Brûleur (Tambour sécheur)	Incendie Explosion	<ul style="list-style-type: none"> <li>Surveillance des conditions de combustion à travers le logiciel de pilotage.</li> <li>Vérifications périodiques des équipements de contrôle du parc à gaz.</li> </ul>
Parc à gaz	Incendie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle périodique des équipements sous pression.</li> <li>Intégration de la procédure en cas de départ du feu.</li> <li>Arrêt des vannes (arrêt de production) en cas d'alerte.</li> </ul>
Filtre	Incendie Emanations toxiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vérification en entretien des manches.</li> <li>Suivre les consignes de maintenance du constructeur.</li> </ul>
Parc à liant	Fuite d'hydrocarbure Incendie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Interdire de porter feu aux alentours</li> <li>Rétention intégrée en cas de fuite</li> <li>Suivre les consignes de dépotage</li> </ul>
Cabine de commande	Incendie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Autorisation du personnel uniquement à habilité pour accéder à l'armoire électrique</li> <li>Surveiller et fermer la cabine en fin de production.</li> <li>Empêcher l'accès fréquent à l'armoire hors nécessité.</li> </ul>

<b>Article 4.2</b>	<p><b>Comportement au feu.</b> Les locaux à risque incendie, identifiés à l'article 4.1 du présent arrêté, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- murs extérieurs REI 60 ;</li> <li>- murs séparatifs E 30 ;</li> <li>- planchers/sol REI 30 ;</li> <li>- portes et fermetures EI 30 ;</li> <li>- toitures et couvertures de toiture BROOF (t3).</li> </ul> <p>Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- murs extérieurs REI 30 ;</li> <li>- murs séparatifs E 15 ;</li> <li>- planchers/sol REI 15 ;</li> <li>- portes et fermetures EI 15 ;</li> <li>- toitures et couvertures de toiture BROOF (t3).</li> </ul> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p>	Non applicable : il n'y aura pas de bâtiment ou de local abritant une activité à risque incendie sur le site

	<p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie ne relevant pas de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions propres aux locaux à risque.</p>	
<b>Article 4.3</b>	<p><b>I. - Accès au site</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p>	<p align="center">☺</p> <p>Le site se situe à environ 220 m au sud de la caserne des pompiers de l'aéroport d'Orly. Un accès au site est possible par le Nord et par le Sud.  Les accès sont visibles sur le plan ci-dessous.</p> <p>Les véhicules stationneront sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au site sera conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p>




*Accès au site (extrait Géoportail)*

<p><b>II. - Voie « engins »</b></p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li> <li>- l'accès au bâtiment ;</li> <li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li> <li>- l'accès aux aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou être rendue impraticable par l'accumulation des eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 %. La largeur utile peut être réduite à 3 mètres si au moins deux façades opposées sont desservies par au moins une aire de mise en station des moyens aériens ;</li> <li>- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li> <li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Le positionnement de la voie « engins » est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.</p>	<p align="center"></p> <p>Le plan de circulation est indiqué sur le plan de masse en Pièce Jointe n°20 de l'Etape 8.</p> <p>La voie engin assurera la circulation autour des installations et l'accès des engins de manutention et des moyens de secours. Elle respectera les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- largeur utile d'au moins 6 m, hauteur libre au minimum de 4,5 m et pente inférieure à 15% ;</li> <li>- dans les virages, rayon intérieur R minimal de 13 m. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> m sera ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;</li> <li>- résistance à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum ;</li> <li>- aucun obstacle ne sera disposé entre la voie « engins » et les installations et les aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p align="center">Tout point des installations sera à moins de 60 m de la voie engins.</p>
<p><b>III. - Aires de stationnement</b></p> <p><b>III.1. Aires de mise en station des moyens aériens</b></p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p>	<p align="center"></p> <p align="center">Il n'y aura pas d'aire de mise en station des moyens aériens en raison de l'absence de bâtiment sur le site.</p> <p align="center">Une aire de stationnement de dimensions 4 m x 8 m sera installée à proximité de la réserve d'eau incendie de volume 120 m³.</p>



<p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens.</p> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li> <li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;</li> <li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul> <p><b>III.2. Aires de stationnement des engins</b></p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p>	<p>Cette aire respectera les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- largeur utile d'au moins 4 mètres, longueur d'au moins 8 mètres, pente comprise entre 2 et 7 % ;</li> <li>- matérialisée au sol ;</li> <li>- située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;</li> <li>- maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- résistance à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum</li> </ul>
--	---

	<p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;</li> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;</li> <li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</li> </ul>	
	<p><b>IV. - Documents à disposition des services d'incendie et de secours</b></p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</li> <li>- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</li> </ul>	<p align="center">☺</p> <p align="center">Un plan du site avec description des dangers de chaque installation ainsi que des consignes précises pour l'accès seront maintenues à la disposition des services de secours.</p>
<p><b>Article 4.4</b></p>	<p><b>Désenfumage.</b></p> <p>Dans le cas où les installations sont abritées par des bâtiments, ces derniers sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</li> </ul> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>	<p align="center">☺</p> <p align="center">Non applicable : il n'y aura pas de bâtiment sur le site</p>

	<p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus. Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>	
<b>Article 4.5</b>	<p><b>Moyens de lutte contre l'incendie.</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, parmi les dispositifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b) Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les réserves d'eau et les poteaux incendie ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, et peuvent coexister pour une même installation.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures. Au moins un point d'eau est en mesure de fournir, à lui seul, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables aux moyens des services d'incendie et de secours).</p> <p>Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> </ul>	<p align="center">☺</p> <p>Le poteau incendie le plus proche se situe à 150 m de l'entrée du site (voir plan ci-dessous) &gt; 100 m. Par conséquent, des citernes souples d'eau seront prévues afin d'assurer la lutte contre l'incendie sur site.</p> <p>Pour assurer une lutte efficace contre l'incendie et optimiser l'intervention des moyens de secours extérieurs, les moyens de lutte suivants seront prévus sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- citerne souple de volume 120 m<sup>3</sup>, à moins de 100 m des installations à risques, munie d'un raccord pompier conforme aux normes en vigueur (cf. Photo type ci-dessous).</li> </ul>  <ul style="list-style-type: none"> <li>- extincteurs de classe adaptée à proximité des installations concernées par le risque incendie.</li> </ul> <p>Ces moyens de lutte permettent de couvrir les prescriptions de l'arrêté (2 x 60 m<sup>3</sup> = 120 m<sup>3</sup>)</p> <p align="center">Du fait de l'absence de bâtiment sur le site, il n'y aura pas de RIA.</p>

<p>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.</p> <p>L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>	<p>L'installation sera dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (type téléphone).</p> <p>Les moyens de lutte incendie sont localisés sur le plan de masse en <b>pièce jointe n°20</b> de l'<b>Etape 8</b> de la demande d'enregistrement.</p>
--	--

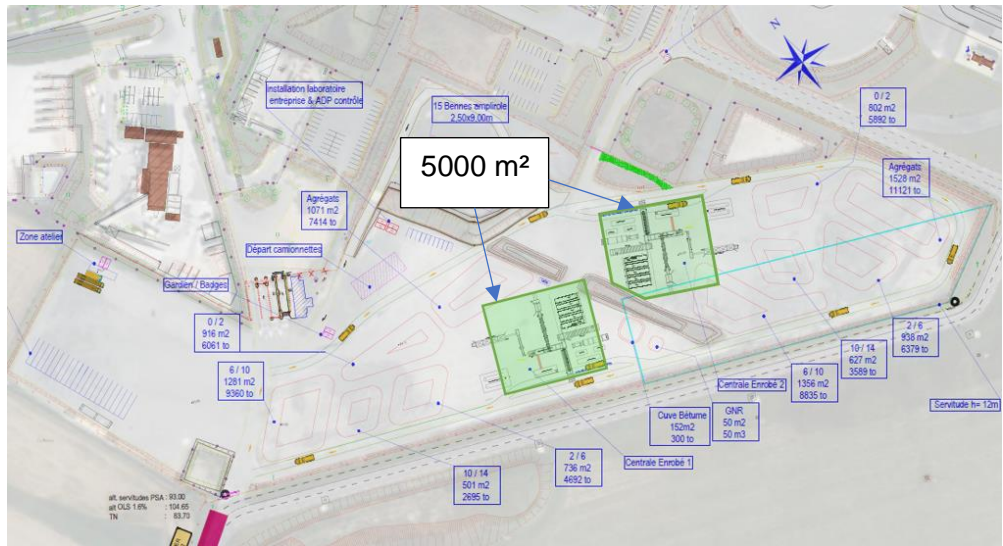


*Poteaux incendie à proximité du site*

<b>Article 4.6</b>	<b>Tuyauteries et canalisations.</b> Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	<p align="center">☺</p> <p align="center">Les canalisations seront étanches et résistantes à l'action des produits qu'elles sont susceptibles de contenir, convenablement entretenues.</p>
<b>Article 4.7</b>	<b>Installations électriques, éclairage et chauffage.</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	<p align="center">☺</p> <p align="center">Les installations seront conformes, contrôlées et entretenues.</p>



	<p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p>	
<b>Article 4.8</b>	<p><b>Ventilation des locaux.</b></p> <p>Les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>	<p align="center">☺</p> <p align="center">Les centrales d'enrobage seront exploitées en extérieur.</p>
<b>Article 4.9</b>	<p><b>Capacité de rétention.</b></p> <p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le</p>	<p align="center">☺</p> <p>Les produits dangereux seront principalement les hydrocarbures stockés au niveau des parcs à liants. En cas de déversement accidentel, les liquides accumulés au droit de cette rétention seront pompés et évacués par des partenaires agréés.</p> <p>L'ensemble de la zone technique présentant un risque de pollution sera traité par un bicouche pour minimiser les infiltrations.</p> <p>Les aires de dépotage seront étanches et les connexions des canalisations de livraison d'hydrocarbures munies de bacs de récupération des égouttures.</p> <p>Les autres produits chimiques éventuellement présents pour la maintenance ou l'entretien seront stockés sur rétention, sans risque de mélange de produits incompatibles. Il s'agira de produits potentiellement nocifs ou dangereux pour l'environnement de type produits d'entretien ou huiles mécaniques. Les quantités stockées seront inférieures à quelques m3.</p>

	<p>niveau du sol que dans des réservoirs respectant les dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles.</p> <p>III. - Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>V. - Les dispositions des points I à III ne sont pas applicables aux stockages équipés de double enveloppe et de détection de fuite.</p>	
<p><b>Article 4.10</b></p>	<p><b>Rétention et isolement.</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul>	<p align="center">☺</p> <p align="center">Le tableau suivant présente le calcul du volume de confinement des eaux incendie conformément au Document Technique D9A : Un seul bassin pour les 2 centrales.</p> <p align="center">Les surfaces imperméabilisées liées au projet susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures correspondent aux surfaces qu'occupent les deux centrales environ 2 500 m<sup>2</sup> par centrale, soit 5 000 m<sup>2</sup> au total.</p> 

Les eaux pluviales sur les zones non imperméabilisées s'infiltreront dans le sol.


		Volume (m³)
<b>Besoins pour la lutte extérieure</b>		Résultats D9 (besoins x 2 heures)
		<b>120</b>
<b>Moyens de lutte intérieure contre l'incendie</b>	Sprinklers	Volume total réserve eau sprinklage
		/
	Rideau d'eau	Besoins x 90 min
	RIA	A négliger
	Mousse HF et MF	Débit x temps de noyage
	Brouillard d'eau	Débit x temps de fonctionnement
<b>Volumes d'eau liés aux intempéries</b>		10 l/m² de surface drainée vers la rétention (surface imperméabilisée du site : 5 000 m²)
		<b>50</b>
<b>Stockages de liquides</b>		20% du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume (volume de la plus grande cuve : 61 m³)
		Tous les stockages sont associés à une rétention
<b>Volume total de liquide à mettre en rétention (m³)</b>		<b>170 m³</b>

Le fossé rendu étanche des eaux pluviales situé en limite de site sera utilisé à cet effet et aura donc un volume minimal de 170 m³. Ce fossé débouche sur le bassin d'infiltration des eaux pluviales de 650 m³ à l'ouest du site ; les eaux de ruissellement seront collectées par le réseau de collecte des eaux pluviales, débouchant dans ce bassin, après passage par un séparateur d'hydrocarbure. En cas d'incendie, une vanne de confinement permet de contenir les eaux d'extinction dans le fossé étanche (géomembrane ou équivalent).

Une procédure sera définie en cas de déversement accidentel, notamment pour la gestion de la vanne de confinement des eaux incendie.

De plus, tout stockage, même temporaire, de produits liquides susceptibles d'entraîner une pollution du sol ou du milieu naturel doit être associé à une capacité de rétention étanche et suffisante.




- \* Les mesures pour éviter la perte de confinement des cuves ou récipients de stockage seront :
- une formation spécifique pour le personnel,
  - l'existence de procédures pour les opérations de transvasement de certains produits dangereux
    - la mise en place d'une politique de maintenance préventive,
    - l'emploi de matériaux adaptés et d'équipements correctement dimensionnés limitant les risques de défaillance intrinsèque des installations,
    - la réalisation de contrôles périodiques des appareils de manutention ainsi que des appareils à pression, par un organisme extérieur.
  - La mesure pour pouvoir récupérer ou confiner les liquides déversés sera l'implantation des cuves de stockages (vrac) dans des rétentions étanches,
  - Les mesures pour éviter la perte de confinement d'un circuit d'alimentation seront :




		<ul style="list-style-type: none"> <li>- les canalisations de transfert seront bien dégagées et visibles ce qui permettra de se rendre compte rapidement d'une fuite éventuelle. Elles seront protégées des agressions mécaniques (ex : engins, camions...).</li> <li>- lors de l'exploitation des installations, l'ensemble des canalisations sera contrôlé quotidiennement.</li> <li>- l'ensemble des cuves sera isolé du sol par l'intermédiaire d'un bac de rétention étanche.</li> <li>- à température ambiante (20-30°C), le bitume est solide évitant tout risque d'écoulement dans le milieu naturel. Le bitume devient liquide entre 110 et 200°C selon la classe.</li> <li>- des vannes montées sur les circuits de distribution permettront de stopper l'écoulement.</li> <li>- en cas de fuite accidentelle d'hydrocarbures sur le sol, la surface de sol polluée sera aussitôt excavée avec la chargeuse sur le site puis traitée par une installation d'élimination autorisée.</li> <li>- Les eaux pluviales souillées d'hydrocarbures seront canalisées avant d'être traitées dans un séparateur d'hydrocarbures.</li> <li>- Concernant les aires de dépotage, les mesures suivantes seront prises pour limiter les risques de déversement accidentel lors des approvisionnements ou des expéditions : <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence de l'opérateur au poste de dépotage avec moyen de communication,</li> <li>- aire de dépotage étanche,</li> <li>- signature d'un protocole de sécurité avec le transporteur.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Article 4.11</b>	<p><b>Travaux.</b> Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1 du présent arrêté, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le</p>	<p align="center"></p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement dans les zones à risques ne pourront être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; <ul style="list-style-type: none"> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> </ul> </li> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Il sera interdit d'amener un point chaud sous forme quelconque sur la zone soumise au risque incendie (parc à liants). Cette interdiction sera affichée.</p>




	document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter un point chaud sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.														
<b>Article 4.12</b>	<p><b>Vérifications périodiques et maintenance des équipements.</b></p> <p>I. - Règles générales L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>II. - Contrôle de l'outil de production Les systèmes de sécurité intervenant dans les procédés de production (détections, asservissements...) sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>III. - Protection individuelle Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.</p>	<p align="center">☺</p> <p>Les équipements seront entretenus selon la réglementation en vigueur et les préconisations des constructeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- moyens de lutte contre l'incendie (réserve, extincteurs, bassin et vanne de confinement),</li> <li>- installations électriques,</li> <li>- systèmes de sécurité intervenant dans les procédés de production.</li> </ul> <table border="1"> <thead> <tr> <th>INSTALLATIONS CONTROLEES</th><th>Exemple de BUREAU DE CONTROLE</th><th>FREQUENCE DES VISITES</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Installations électriques</td><td rowspan="3">A définir au démarrage de l'installation</td><td>1 visite par an</td></tr> <tr> <td>Extincteurs</td><td>1 visite par an</td></tr> <tr> <td>Compresseurs</td><td>1 visite par an</td></tr> <tr> <td>Appareils de manutention</td><td>Organismes agréés</td><td>2 fois par an</td></tr> </tbody> </table> <p align="center">L'entretien de ces équipements sera suivi dans un registre.</p> <p>Les équipements de protection individuelle seront entretenus et vérifiés périodiquement.</p>	INSTALLATIONS CONTROLEES	Exemple de BUREAU DE CONTROLE	FREQUENCE DES VISITES	Installations électriques	A définir au démarrage de l'installation	1 visite par an	Extincteurs	1 visite par an	Compresseurs	1 visite par an	Appareils de manutention	Organismes agréés	2 fois par an
INSTALLATIONS CONTROLEES	Exemple de BUREAU DE CONTROLE	FREQUENCE DES VISITES													
Installations électriques	A définir au démarrage de l'installation	1 visite par an													
Extincteurs		1 visite par an													
Compresseurs		1 visite par an													
Appareils de manutention	Organismes agréés	2 fois par an													
	<p><b>Dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exploitation.</b></p> <p>I. - Généralités Les installations de production sont construites conformément aux règles de l'art et sont conçues afin d'éviter de générer des points chauds susceptibles d'initier un sinistre.</p> <p>II. - Procédés exigeant des conditions particulières de production</p>	<p align="center">☺</p> <p>Les installations seront montées et entretenues selon la réglementation en vigueur et les préconisations du constructeur. Les conditions de pilotage des centrales seront consignées au niveau des cabines de commande, qui permettront un suivi de la production et des alertes de</p>													



	<p>L'exploitant définit clairement les conditions (température, pression, inertage...) permettant le pilotage en sécurité de ces installations.</p> <p>Les installations qui utilisent des procédés exigeant des conditions particulières (température, pression, inertage...) disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné.</p> <p>Les systèmes de chauffage utilisant des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'arrêter automatiquement le chauffage en cas de détection.</p> <p>Les résistances éventuelles sont protégées mécaniquement afin de ne pas rentrer directement en contact avec les produits susceptibles de s'enflammer.</p> <p>III. - Parties de l'installation susceptibles de dégager des émanations toxiques</p> <p>Pour les parties de l'installation susceptibles de dégager des émanations toxiques, l'exploitant définit les dispositions techniques (arrosage, confinement, inertage, etc.) permettant de contenir dans l'installation les zones d'effets irréversibles sur l'homme.</p>	<p>sécurité éventuelles en temps réel. Les résistances du parc à liants et les installations de maintien en température des liants seront protégées mécaniquement afin de ne pas rentrer directement en contact avec les bitumes et émulsions susceptibles de s'enflammer. L'exploitant définira clairement les conditions (température, pression, inertage...) permettant le pilotage en sécurité de ces installations. Les installations qui utilisent des procédés exigeant des conditions particulières (température, pression, inertage...) disposeront de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné. Les systèmes de chauffage utilisant des cuves seront équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'arrêter automatiquement le chauffage en cas de détection.</p> <p align="center">Il n'y aura pas d'installations susceptibles de dégager des émanations toxiques.</p>
<b>Chapitre V : Emissions dans l'eau</b>		
<b>Article 5.1</b>	<p><b>Prélèvement d'eau.</b></p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public est limité à la valeur mentionnée par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Le prélèvement d'eau dans le milieu naturel est interdit dès lors que l'accès au réseau public est possible.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	<p align="center">☺</p> <p>Il n'y aura pas de forage ou de puits sur le site et l'approvisionnement en eau potable se fera par des bouteilles d'eau pour la consommation du personnel ou le réseau AEP situé à proximité (voir point de raccordement plan ci-dessous). Une citerne de volume 10 m<sup>3</sup> sera également présente pour les besoins sanitaires et pour l'aspersion des voies de circulation et des stockages.</p> <p align="center">La consommation d'eau annuelle sera de 30 m<sup>3</sup> sur la base de 25 l/j/employé.</p>

		
<b>Article 5.2</b>	<p><b>Ouvrages de prélèvements.</b>            Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.            Le raccordement au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.</p>	 Il n'y aura pas d'ouvrage de prélèvement.
<b>Article 5.3</b>	<p><b>Collecte des effluents.</b>            Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, sauf si, en cas d'accident, la sécurité des personnes ou des installations est compromise.            Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.            Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs,</p>	 Il n'y aura pas d'eaux usées industrielles. Les effluents seront de nature sanitaire uniquement et collectés dans une cuve et évacués par un organisme agréé.

	postes de relevage, postes de mesure, les dispositifs de traitement, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	
<b>Article 5.4</b>	<b>Points de rejets.</b> Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.	  Il n'y aura pas de rejet direct dans le milieu naturel
<b>Article 5.5</b>	<b>Rejet des eaux pluviales.</b> En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié susvisé s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à la section IV. Les installations sont équipées systématiquement d'un dispositif de décantation et d'un séparateur à hydrocarbures pour le traitement des eaux de ruissellement des zones revêtues ou dispositifs ayant la même fonctionnalité	  Afin d'éviter tout entraînement de polluants (hydrocarbures, matières en suspension), un réseau de collecte des eaux pluviales sera aménagé sur les surfaces imperméabilisées.  Les eaux pluviales seront recueillies sur la surface affleurant les centrales et les parcs à liants et transiteront par un séparateur d'hydrocarbures. Les eaux seront ensuite rejetées dans le bassin des eaux pluviales du site. Pour rappel, le site est déjà en partie imperméabilisé.  Le fossé de confinement des eaux incendie de 170 m <sup>3</sup> associé au bassin d'infiltration (650 m <sup>3</sup> ) serviront de compensation aux surfaces imperméabilisées liées au projet (environ 5 000 m <sup>2</sup> ) : compensation à raison de > 100 l/m <sup>2</sup> imperméabilisé.  Le regard en sortie du fossé de confinement des eaux incendie sera équipé d'une vanne afin de pouvoir : - régler le débit de fuite, - obturer complètement la canalisation pour isoler le fossé en cas d'incendie ou de pollution des réseaux (déversement accidentel d'hydrocarbures lors du dépotage par exemple).  <u>Mesures compensatoires :</u> Afin d'éviter tout entraînement de polluants (hydrocarbures, matières en suspension), les eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le bassin pluvial du site.  Les eaux pluviales présentes dans le bac de rétention des stockages d'hydrocarbures seront soit rejetées dans le bassin pluvial du site en cas d'absence de trace de pollution d'hydrocarbures, soit éliminées le cas échéant par une société agréée.  Un kit anti-pollution sera mis à disposition en cas de déversement accidentel.
<b>Article 5.6</b>	<b>Eaux souterraines.</b> Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	  Il n'y aura pas de rejets vers les eaux souterraines.

Article 5.7	<b>Généralités.</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.	  Il n'y aura pas de rejets non canalisés ou de dilution des effluents.					
Article 5.8	<b>Conditions de rejets dans l'eau.</b> L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau. La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Le pH des effluents rejetés doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas : - une élévation de température supérieure à 1,5°C pour les eaux salmonicoles, à 3°C pour les eaux cyprinicoles et à 2°C pour les eaux conchyliques ; - une température supérieure à 21,5°C pour les eaux salmonicoles, à 28°C pour les eaux cyprinicoles et à 25°C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages suivantes : 6 et 9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade, 6,5 et 8,5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et 7 et 9 pour les eaux conchyliques ; - accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.	  Il n'y aura pas d'effluents industriels.  Les eaux pluviales seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans bassin d'infiltration pluvial du site. Il n'y aura pas de rejets dans les cours d'eau et les eaux ne seront pas en mesure d'impacter la qualité des sols ou des eaux en termes de température, de pH...					
Article 5.9	<b>VLE pour rejet dans le milieu naturel.</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont : <table border="1"><tr><td>Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) : 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 35 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>DBO<sub>5</sub> (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) : 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 30 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) : 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j, 125 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO<sub>5</sub> et les MES.</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux (code SANDRE : 7009) : 10 mg/l</td></tr></table>	Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) : 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 35 mg/l au-delà	DBO <sub>5</sub> (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) : 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 30 mg/l au-delà	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) : 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j, 125 mg/l au-delà	Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO <sub>5</sub> et les MES.	Hydrocarbures totaux (code SANDRE : 7009) : 10 mg/l	  Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le bassin d'infiltration des eaux pluviales de 650 m <sup>3</sup> .  Il sera entretenu et des inspections seront menées en cas de fortes précipitations.  Les eaux pluviales rejetées respecteront les valeurs limites suivantes (VLE fixées par cet arrêté) :
Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) : 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 35 mg/l au-delà							
DBO <sub>5</sub> (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) : 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 30 mg/l au-delà							
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) : 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j, 125 mg/l au-delà							
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO <sub>5</sub> et les MES.							
Hydrocarbures totaux (code SANDRE : 7009) : 10 mg/l							

		<table><tr><td>Paramètres</td><td>MES</td><td>DCO</td><td>DBO5</td><td>Hydrocarbures</td></tr><tr><td>Concentration (en mg/l)</td><td>&lt; 100 mg/l</td><td>&lt; 300 mg/l</td><td>&lt; 100 mg/l</td><td>&lt;10 mg/l</td></tr></table> <p>EIFFAGE GC INFRA LINEAIRES s'engage à réaliser un contrôle de la qualité en sortie du séparateur à hydrocarbures dans les 6 mois après le début de l'exploitation, selon les méthodes normalisées en vigueur. Cette mesure pourra s'effectuer au niveau du rejet en sortie du fossé de rétention après un épisode pluvieux significatif.</p>	Paramètres	MES	DCO	DBO5	Hydrocarbures	Concentration (en mg/l)	< 100 mg/l	< 300 mg/l	< 100 mg/l	<10 mg/l
Paramètres	MES	DCO	DBO5	Hydrocarbures								
Concentration (en mg/l)	< 100 mg/l	< 300 mg/l	< 100 mg/l	<10 mg/l								
Article 5.10	<b>Raccordement à une station d'épuration.</b> En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.	<div>☺</div> <p>Il n'y aura pas d'effluents industriels ou sanitaires rejetés dans le réseau public.</p>										
Article 5.11	<b>Installations de traitement.</b> Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de pré-traitement en cas de raccordement à une station d'épuration, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les installations de traitement et/ou de pré-traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de pré-traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.	<div>☺</div> <p>Il n'y aura pas d'effluents industriels, ni de prétraitement d'effluents de quelque nature que ce soit sur le site.</p> <p>Les eaux sanitaires seront récupérées dans une cuve étanche et éliminées par un prestataire agréé.</p>										
Chapitre VI : Emissions dans l'air												
Article 6.1	Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés...). Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.	<div>☺</div> <p>Les mesures suivantes permettront de capter à la source les polluants atmosphériques :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- entretien et maintien de la propreté du site et ses abords,</li><li>- des dépoussiéreurs sont présents sur le tambour enrobeur (filtre à manche), munis d'une cheminée de hauteur et une vitesse d'éjection suffisantes pour assurer la dispersion des polluants,</li><li>- installations susceptibles de dégager des poussières ou des odeurs capotées ou confinées, munies de dispositifs de collecte ou de canalisation voire de brumisation ou d'aspiration.</li></ul>										



	<p>Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- trémies d'alimentation munies de bavettes de protection,</li> <li>- utilisation de gaz pour l'alimentation des brûleurs, contrôle de la combustion par un automate,</li> <li>- stockages de granulats surveillés, éventuellement humidifiés, protégés du vent et des intempéries pour les granulométries les plus faibles (par des stocks de granulométrie plus importante), - manutention des matériaux par une chargeuse à godets limitant les chutes,</li> <li>- fillers et produits pulvérulents non stabilisés ensachés ou stockés en silos,</li> <li>- nettoyage des points d'accumulation des poussières fines,</li> <li>- remplissage du silo à filler par aspiration, avec dépoussiérage (manche filtrante raccordée à chaque événement),</li> <li>- engins de manutention et de transport conformes à la réglementation et entretenus,</li> <li>- voies de circulation humidifiées,</li> <li>- capotage des camions.</li> </ul>
<b>Article 6.2</b>	<p><b>Points de rejet.</b> Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie. Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>	<p align="center">☺</p> <p>Plusieurs points de rejets correspondent aux différentes installations présentant des rejets atmosphériques. Ainsi, les rejets du site seront constitués de rejets canalisés et de rejets diffus émis de manière fugitive à l'extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rejets diffus : manutention, au stockage de granulats et au trafic de véhicules, ravitaillement en granulats et du silo à filler sur les centrales d'enrobage,</li> <li>- rejets canalisés : cheminée de gaz provenant des tambours des centrales, groupes électrogènes.</li> </ul>
<b>Article 6.3</b>	<p><b>Points de mesure.</b> Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.</p>	<p align="center">☺</p> <p align="center"><u>Rejets canalisés :</u></p> <p>Les cheminées des dépoussiéreur (une par centrale) seront munies d'orifices obturables et accessibles à des fins d'analyses.</p> <p>D'autre part, l'exploitant devra réaliser des mesures permettant d'évaluer les concentrations de polluants atmosphériques émises dans l'atmosphère par les groupes électrogènes dans des conditions définies par arrêté (Article R. 224-41-2 du Code de l'Environnement). Ces mesures seront réalisées dans les conditions et selon la périodicité définie pour le contrôle périodique de l'efficacité énergétique.</p> <p align="center"><u>Rejets diffus :</u></p> <p align="center">Des analyses de retombées de poussières pourront être menées sur le site.</p>

		<p align="center">Le trafic routier peut être estimé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 20 trajets de véhicules légers par jour,</li> <li>- Approvisionnement : 20 camions par jour à partir de septembre 2023</li> <li>- Pendant phase de production : maximum de 300 camions (sur deux journées) répartis <ul style="list-style-type: none"> <li>* 6h00 - 22h00 = 200</li> <li>* 22h00 - 6h00 = 100</li> </ul> </li> <li>- Production hors cette phase en journée exclusivement 150 camions jour.</li> </ul>
<b>Article 6.4</b>	<p><b>Hauteur de cheminée.</b> La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé. Pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à douze mois, et sous réserve de l'absence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz, la hauteur de cheminée est de 13 mètres au moins pour les centrales d'enrobage de capacité supérieure ou égale à 150 tonnes/heure et de 8 mètres au moins pour les centrales de capacité inférieure à 150 tonnes/heure. S'il y a dans le voisinage de la cheminée des obstacles naturels ou artificiels de nature à perturber la dispersion des gaz, la hauteur de cette dernière doit être corrigée selon les dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.</p>	<p align="center">☺</p> <p align="center">La hauteur des cheminées sera de 13 m. L'installation fonctionnera sur une période unique d'une durée maximale d'un an. Il n'y aura pas d'obstacles naturels ou artificiels à proximité des installations. La dispersion des gaz ne sera donc pas perturbée.</p>
<b>Article 6.5</b>	<p><b>Généralités.</b> Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé. Si plusieurs points de rejets ont les mêmes caractéristiques (équipement raccordé, traitement réalisé, flux...), une mesure pourra être réalisée sur un seul des points de rejet. La justification technique correspondante est jointe au dossier d'enregistrement.</p>	<p align="center">☺</p> <p align="center">Les points de prélèvements adéquats sont prévus sur la cheminée du dépoussiéreur.</p>
<b>Article 6.6</b>	<p><b>Débit et mesures.</b> Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) sur gaz humides à la teneur en oxygène de référence de 17 pourcents. L'exploitant doit pouvoir justifier la teneur réelle en oxygène mesurée. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme (s) ou milligramme (s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p>	<p align="center">☺</p> <p align="center">Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme (s) ou milligramme (s) par Nm3. Le débit des effluents gazeux rapporté à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) sur gaz humides à la teneur en oxygène de référence de 17 %.</p>

Article 6.7

Valeurs limites d'émission.

I. - La vitesse d'éjection des effluents gazeux en marche continue est au moins égale à 8 m/s. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

1° Poussières totales	50 mg/m3
2° Monoxyde de carbone (CO)	500 mg/m3
3° Oxyde de soufre (SO2)	300 mg/m3
4° Oxyde d'azote (NOx)	350 mg/m3
5° Composés organiques volatils (1) :	
a) Cas général :	
Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : flux horaire total dépasse 2 kg/h.	110 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)
b) Composés organiques volatils spécifiques :	
Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg / Nm <sup>3</sup>	
c) Substances auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène, et les substances halogénées de mentions de dangers H341 ou H351	
flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 10 g/h.	2 mg/m3 en COV (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés).
6° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :	
a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés :	
flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1g/h,	0,05 mg/m3 par métal 0,1 mg/m3 pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl) ;
b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés :	
flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h,	1 mg/m3 (exprimée en As + Se + Te) ;
c) Rejets de plomb et de ses composés :	
flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h,	1 mg/m3 (exprimée en Pb) ;
d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés :	
flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc (*) et de leurs composés dépasse 25 g/h.	5 mg/m3 (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).
7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	
benzo (a) pyrène ; naphthalène	0,2 mg/Nm <sup>2</sup> (la valeur se rapporte à la somme massique des 2 substances)
(1) les prescriptions du c) n'affranchissent pas du respect du a) et du b)	

II. - Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

☺

Les effluents gazeux respecteront les valeurs limites suivantes :

- poussières totales – 50 mg/m3,

- monoxyde de carbone (CO) – 500 mg/m3,

- oxyde de soufre (SO2) – 300 mg/m3,

- oxyde d'azote (NOx) – 350 mg/m3,


COV – 110 mg/m3.

Les rapports de contrôle des émissions atmosphériques des centrales de Toulon sur Allier (en date d'août 2021) et de Vitry en Charolais (en date de novembre 2021) sont disponibles en **Annexe 2.**

Par rapport aux résultats des mesures (cf. article 9.2 du présent arrêté), les limites de concentrations ont été respectées.

EIFFAGE GC INFRA LINEAIRES s'engage à faire réaliser une campagne de mesures des polluants mentionnés par l'arrêté du 9 avril 2019, notamment le benzène seul, les métaux lourds et Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, moins de 6 mois après le début de l'exploitation. Ces mesures permettront de déterminer les flux horaires effectivement émis par les installations et de déterminer les valeurs limites d'émissions à appliquer à ces polluants.

Article 6.8	<p><b>Odeurs.</b></p> <p>Les installations pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des fumées. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement,...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.</p> <p>Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes :</p>	<div>😊</div> <p>La principale odeur pouvant être rencontrée sur les centrales d'enrobage est celle provenant du bitume chaud. Cette odeur n'est plus perceptible dès que l'on s'éloigne de quelques dizaines de mètres des sources odorantes : tambour enrobeur, stockage de bitume et pont bascule de chargement des camions. Les mesures mises en œuvre pour réduire les odeurs seront :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- fabrication de l'enrobé dans un tambour enrobeur et une tour de malaxage fermés,</li><li>- rejets atmosphériques par la cheminée de hauteur adaptée avec une vitesse d'éjection supérieure à 8 m/s,</li><li>- cuves de bitume équipées d'évents filtrant les vapeurs,</li><li>- lors du ravitaillement du parc à liants, dépotage sur une aire étanche et équipée d'un bac de récupération des égouttures, munie d'un capot hermétique.</li></ul>																		
	<table><tr><th>Hauteur d'émission (en m)</th><th>Débit d'odeur (en uoE /h)</th></tr><tr><td>0</td><td>1 x 106</td></tr><tr><td>5</td><td>3,6 x 106</td></tr><tr><td>10</td><td>21 x 106</td></tr><tr><td>20</td><td>180 x 106</td></tr><tr><td>30</td><td>720 x 106</td></tr><tr><td>50</td><td>3 600 x 106</td></tr><tr><td>80</td><td>18 000 x 106</td></tr><tr><td>100</td><td>36 000 x 106</td></tr></table>	Hauteur d'émission (en m)	Débit d'odeur (en uoE /h)	0	1 x 106	5	3,6 x 106	10	21 x 106	20	180 x 106	30	720 x 106	50	3 600 x 106	80	18 000 x 106	100	36 000 x 106	
	Hauteur d'émission (en m)	Débit d'odeur (en uoE /h)																		
	0	1 x 106																		
	5	3,6 x 106																		
10	21 x 106																			
20	180 x 106																			
30	720 x 106																			
50	3 600 x 106																			
80	18 000 x 106																			
100	36 000 x 106																			
<p>Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m3/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.</p>																				
<b>Chapitre VII : Bruit, vibration et émissions lumineuses</b>																				
Article 7.1	<p><b>Bruit et vibration.</b></p> <p>I. - Valeurs limites de bruit</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>	<div>😊</div> <p>L'installation sera construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la</p>																		

	<table border="1"> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> <tr> <td>supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr> <tr> <td>supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>II. - Véhicules et engins de chantier</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. – Vibrations</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.</p>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	<p>santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Le niveau sonore en limite de propriété respectera la réglementation en vigueur (70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, en fonctionnement).</p> <p>Les véhicules et engins seront conformes à la réglementation. L'usage d'avertisseurs sonores sera interdit sauf pour la prévention et le signalement d'incidents graves ou d'accidents. Les camions en attente de chargement ou de déchargement seront tenus de couper leur moteur.</p> <p>La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne.</p> <p align="center">Les compresseurs seront situés dans un conteneur spécifique fermé.</p> <p>L'ensemble des tapis convoyeurs de matériaux sera caoutchouté, réduisant de fait l'impact sonore. L'exploitant fera réaliser des mesures de bruit, dès le démarrage de l'activité pour vérifier la conformité du site sur les niveaux sonores.</p> <p>De plus, l'implantation du site au sein de l'aéroport d'Orly permet de ne pas traverser de zones d'habitat dense.</p>
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés									
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)									
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)									
<p><b>Article 7.2</b></p>	<p><b>Emissions lumineuses.</b></p> <p>De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;</li> <li>- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.</li> </ul> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.</p> <p>L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.</p>	<p align="center"></p> <p>Le site sera muni d'un éclairage interne nécessaire à son bon fonctionnement et conforme à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les sources lumineuses correspondront principalement aux éclairages extérieurs. Ceux-ci seront plus fréquemment utilisés en période hivernale en raison de la durée de l'ensoleillement.</p> <p>Le niveau d'éclairage extérieur sera adapté à la sécurité et à la santé des personnes intervenant sur le site et des rondes de surveillance, le cas échéant, tout en limitant l'impact sur l'environnement.</p> <p>Les éclairages seront uniquement orientés vers les installations du site et non vers le milieu naturel ou le ciel.</p>									



		<p>De plus, de manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prendra les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éclairages intérieurs des locaux seront éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux,</li> <li>- les illuminations des installations ne pourront pas être allumées avant le coucher du soleil et seront éteintes au plus tard à 1 heure.</li> </ul> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens et des personnes, lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement, d'intrusion ou associées à des opérations de chargement et de déchargement.</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation seront conformes aux objectifs de sobriété visés par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage (hors éclairage nécessaire à la sûreté du site) ne fonctionne toute la nuit.</p>
--	--	---

### Chapitre VIII : Déchets

Article 8.1

**Généralités.**


Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à un mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

Lorsque la quantité de déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D. 543-280 du code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D. 543-281 et suivants de ce même code son mis en place.

L'exploitant conserve pendant 10 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets.

Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés pendant 5 ans.



Le recyclage des fraisats et déchets d'enrobés bitumineux, des fines, etc. et leur réinjection dans le process permettra d'éviter les déchets de production.

Des déchets assimilables aux ordures ménagères et des déchets dangereux (huiles, contenants et chiffons souillés, effluents sanitaires, boues du séparateur d'hydrocarbures...) seront produits dans les quantités suivantes :

Déchets	Code (nomenclature européenne)	Mode de stockage	Quantité estimée annuelle
Déchets non dangereux en mélange	20.03.01	Conteneur ordures ménagères	1 kg/pers/jour
Huiles	13.03.00*	Fûts / Bidons	< 2 t
Chiffons souillés	15.02.02*	Fûts à l'abri des intempéries	< 2 t
Solvants souillés	14.06.03*	Fûts / Bidons	< 2 t
DIB	17.09	Conteneurs	< 20 t
Purges de la centrale		Fûts / Bidons	< 500 t
Eaux sanitaires	20.03.04	Fosse étanche	30 m³
Boues du séparateur d'hydrocarbures	13.05.02* 13.05.06* 13.07.07*	Bac de décantation du futur séparateur d'hydrocarbures	Non déterminée

	<b>DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT</b> <i>PJ n°2 – Analyse de la conformité aux arrêtés ministériel 2521 et 2517</i>	<b>Communes de Wissous et Paray-Vieille-Poste (91)</b>
--	---	--

		Ces déchets seront stockés puis évacués et valorisés. La traçabilité et le suivi des déchets seront gérés en interne : contrôle des prestataires, bordereaux de suivi des déchets réalisés sur la plateforme TrackDéchets. Conformément à la réglementation en vigueur, les sociétés chargées du transport et de l'élimination des déchets seront titulaires des autorisations requises.																				
Article 8.2	<b>Epandage.</b> L'épandage des déchets, effluents et sous-produits est interdit.	<div>☺</div> <div>Il n'y aura pas d'épandage de déchets ou d'effluents.</div>																				
Article 8.3	<b>Brûlage.</b> Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux est interdit sur le site.	<div>☺</div> <div>Le brûlage des déchets sera interdit.</div>																				
Chapitre IX : Surveillance des émissions																						
Article 9.1	<b>Généralités.</b> L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.	<div>☺</div> <div>Le programme de surveillance de ses émissions sera mis en place par l'exploitant en accord avec les méthodes de référence en vigueur, par exemple les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement. Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci.</div>																				
Article 9.2	<b>Surveillance des émissions dans l'air.</b> Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 6.6 du présent arrêté, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement. Lorsque les poussières contiennent au moins un des métaux ou composés de métaux énumérés à l'article 6.7 (6° a, b ou c) du présent arrêté et si le flux horaire des émissions canalisées de poussières dépasse 50 g/h, la mesure en permanence des émissions de poussières est réalisée.	<div>☺</div> <div>Sur la base des valeurs limites d'émission dictées par le présent arrêté et les flux horaires mesurés sur des centrales d'enrobage similaires sur les sites de Toulon sur Allier (centrale TSM25 MAJOR) et de Vitry en Charollais (centrale TSM 21) en 2021, on peut prévoir les modalités de surveillance suivantes :</div> <table><tr><th rowspan="3">Substances</th><th colspan="3">Point de rejet : Cheminée</th><th rowspan="3">Programme de surveillance</th></tr><tr><th colspan="2">Flux horaires mesurés en 2021 (en mg/Nm³)</th><th rowspan="2">Valeurs limites réglementaires (en mg/m³) (1)</th></tr><tr><th>Toulon sur Allier (centrale TSM25 MAJOR)</th><th>Vitry en Charollais (centrale TSM 21)</th></tr><tr><td>COV (benzène)</td><td>17.12</td><td>0.86</td><td>110</td><td>Mesure annuelle</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>26.28</td><td>0.58</td><td>50</td><td>Evaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide par</td></tr></table>	Substances	Point de rejet : Cheminée			Programme de surveillance	Flux horaires mesurés en 2021 (en mg/Nm³)		Valeurs limites réglementaires (en mg/m³) (1)	Toulon sur Allier (centrale TSM25 MAJOR)	Vitry en Charollais (centrale TSM 21)	COV (benzène)	17.12	0.86	110	Mesure annuelle	Poussières	26.28	0.58	50	Evaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide par
Substances	Point de rejet : Cheminée			Programme de surveillance																		
	Flux horaires mesurés en 2021 (en mg/Nm³)				Valeurs limites réglementaires (en mg/m³) (1)																	
	Toulon sur Allier (centrale TSM25 MAJOR)	Vitry en Charollais (centrale TSM 21)																				
COV (benzène)	17.12	0.86	110	Mesure annuelle																		
Poussières	26.28	0.58	50	Evaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide par																		

1° Poussières totales	
flux horaire inférieur ou égal à 5 kg/h	Mesure annuelle
flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide par exemple d'un opacimètre
flux horaire supérieur à 50 kg/h	mesure en permanence par une méthode gravimétrique
2° Monoxyde de carbone	
flux horaire inférieur ou égal à 50 kg/h	Mesure annuelle
flux horaire supérieur à 50 kg/h	mesure en permanence
3° Oxydes de soufre	
flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h	Mesure annuelle
flux horaire supérieur à 150 kg/h	mesure en permanence
4° Oxydes d'azote	
flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h	Mesure annuelle
flux horaire supérieur à 150 kg/h	mesure en permanence
5° Composés organiques volatils :	
a) cas général :	
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) inférieur ou égal à 15 kg/h	Mesure annuelle
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) supérieur à 15 kg/h	surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane)
b) cas des COV (à l'exclusion du méthane) présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène et les composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 :	
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal, supérieur à 2 kg/h (exprimé en somme des composés)	surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane) mesures périodiques de chacun des COV (corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les espèces effectivement présentes)
c) les autres cas :	
prélèvements instantanés réalisés	
6° Métaux, métalloïdes et composés divers (particulaires et gazeux)	
a) Cadmium et mercure, et leurs composés :	
flux horaire supérieur à 10 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu
b) Arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés :	
si le flux horaire, supérieur à 50 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu ;
c) Plomb et ses composés :	
si le flux horaire supérieur à 100 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu ;
d) Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés :	
si le flux horaire supérieur à 500 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu.
7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	
benzo (a) pyrène ; naphthalène	
si le flux horaire (de la somme massique des 2 substances) supérieur à 0,2 kg/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu.
<p>Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques montrant l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p> <p>Dans le cas d'une auto surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p> <p>Pour les COV, la surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation est confirmée périodiquement par une mesure des émissions.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à disposition des inspecteurs des installations classées.</p>	

				exemple d'un opacimètre
NO <sub>2</sub>	26.18	88.32	350	Mesure annuelle
SO <sub>2</sub>	4.10	1.36	300	Mesure annuelle

(1) Les flux horaires maximaux sont calculés sur la base des valeurs limites d'émissions retenues par l'exploitant, présentées à l'art. 6.7.

Pour rappel, les rapports de contrôle des émissions atmosphériques des centrales de Toulon sur Allier (en date d'août 2021) et de Vitry en Charollais (en date de novembre 2021) sont disponibles en **Annexe 2**.

L'exploitant s'engage à faire réaliser une campagne de mesures des polluants mentionnés par l'arrêté du 9 avril 2019, moins de 6 mois après le début de l'exploitation. Ces mesures permettront de déterminer les flux horaires effectivement émis par les installations et de déterminer les valeurs limites d'émissions à appliquer à ces polluants.

Article 9.3	<p><b>Surveillance des émissions de gaz à effet de serre.</b></p> <p>Pour les installations soumises au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, l'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet serre sur la base d'un plan de surveillance conforme au règlement n° 601/2012 du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil approuvé par le préfet.</p> <p>L'exploitant vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation. Il modifie le plan de surveillance dans les cas mentionnés à l'article-14 du règlement 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre, s'il est possible d'améliorer la méthode de surveillance employée, ou à la demande du préfet en cas de non-conformité avec le règlement.</p> <p>Les modifications du plan de surveillance subordonnées à l'acceptation par le préfet sont mentionnées à l'article 15 du règlement 601/2012. L'exploitant notifie ces modifications importantes au préfet pour approbation dans les meilleurs délais.</p> <p>Lorsque le rapport de vérification établi par l'organisme vérificateur de la déclaration d'émissions fait état de remarques, l'exploitant transmet un rapport d'amélioration au préfet avant le 30 juin.</p>	<div>☺</div> <p>L'exploitant surveillera ses émissions de gaz à effet serre sur la base d'un plan de surveillance qui sera établi au titre de la directive 2003/87/CE.</p> <p>L'exploitant vérifiera régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation. Il modifiera le plan de surveillance dans les cas mentionnés à l'article-14 du règlement 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre, s'il est possible d'améliorer la méthode de surveillance employée, ou à la demande du préfet en cas de non-conformité avec le règlement.</p>														
Article 9.4	<p><b>Surveillance des émissions dans l'eau.</b></p> <p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.</p> <table><tr><td>Débit</td><td>- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Température</td><td>- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>pH</td><td>- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>DBO5 (*) (sur effluent non décanté)</td><td>- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Hydrocarbure totaux</td><td>- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr></table> <p>Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau</p>	Débit	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel	Température	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel	pH	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel	DCO (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel	Matières en suspension totales	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	DBO5 (*) (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Hydrocarbure totaux	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	<div>☺</div> <p>EIFFAGE s'engage à réaliser une campagne de mesure de la qualité des eaux pluviales en sortie du séparateur à hydrocarbures dans les 6 mois suivants le début de l'exploitation.</p> <p>Il n'y aura pas de rejet d'eaux pluviales directement dans le milieu naturel, elles seront rejetées dans le réseau eaux pluviales du site.</p> <p>Il n'y a donc pas lieu de supposer que ces eaux seront polluées et elles ne seront pas concernées par le programme de surveillance.</p>
Débit	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel															
Température	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel															
pH	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel															
DCO (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel															
Matières en suspension totales	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel															
DBO5 (*) (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel															
Hydrocarbure totaux	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel															




	<p>d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à disposition des inspecteurs des installations classées</p> <p>Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>(*) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p>	
<b>Article 9.5</b>	<p><b>Surveillance des émissions sonores.</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les premières mesures sont réalisées au cours des six premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation ;</li> <li>- puis, la fréquence des mesures est annuelle ;</li> <li>- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;</li> <li>- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</li> </ul> <p>Pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à douze mois, une campagne de mesures est effectuée au plus tard dans les trois mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation.</p> <p>Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant, par un organisme qualifié à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à disposition des inspecteurs des installations classées.</p>	<p align="center">☺</p> <p>L'exploitant s'engage à réaliser une campagne de mesure dans les 3 mois suivants le début de l'exploitation, les installations fonctionnant sur une période unique inférieure à 12 mois. Les résultats des mesures seront tenus à disposition de l'inspecteurs des installations classées.</p>
<b>Article 9.6</b>	<p><b>Impact sur les eaux de surface.</b></p> <p>Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau et qu'il dépasse l'une des valeurs de l'article 64 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998</p>	<p align="center">☺</p> <p align="center">Il n'y aura pas de rejet dans un cours d'eau.</p>






	<p align="center"><b>DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT</b>  <i>PJ n°2 – Analyse de la conformité aux arrêtés ministériel 2521 et 2517</i></p>	<p align="center"><b>Communes de Wissous et Paray-Vieille-Poste (91)</b></p>
--	---	--




	<p>susvisé, l'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en aval de son rejet, dans les conditions fixées par l'article susmentionné.</p>	
<p><b>Article 9.7</b></p>	<p><b>Impact sur les eaux souterraines.</b>          Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé et pour les rubriques visées par l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'installation n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significative et durables des concentrations des polluants dans les eaux souterraines.</p>	<p align="center">Non applicable</p>

## Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517





Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Chapitre I : Dispositions générales</b>		
<b>Article 3</b>	<p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	 cf. Plan de masse L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints au dossier de demande d'enregistrement.
<b>Article 4</b>	<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;</li> <li>- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :</li> <li>- le plan général des stockages de produits ou déchets non dangereux inertes (art. 3) ;</li> <li>- la notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de produits ou de déchets (art. 5, 6 et 39) ;</li> <li>- la description des caractéristiques et modalités d'approvisionnement et de livraison des produits ou des déchets et les moyens mis en œuvre (art. 6) ;</li> <li>- les dispositions permettant l'intégration paysagère de l'installation (art. 7) ;</li> </ul>	 <p>L'exploitant tiendra à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;</li> <li>- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :</li> <li>- le plan général des stockages de produits ou déchets non dangereux inertes (art. 3) ;</li> <li>- la notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de produits ou de déchets (art. 5, 6 et 39) ;</li> <li>- la description des caractéristiques et modalités d'approvisionnement et de livraison des produits ou des déchets et les moyens mis en œuvre (art. 6) ;</li> <li>- les dispositions permettant l'intégration paysagère de l'installation (art. 7) ;</li> <li>- le plan de localisation des risques (art. 10) ;</li> <li>- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (art. 11) ;</li> <li>- le plan général des stockages de produits dangereux (art. 11) ;</li> </ul>





<b>Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517</b>		<b>Conforme / Non conforme</b> 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan de localisation des risques (art. 10) ;</li> <li>- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (art. 11) ;</li> <li>- le plan général des stockages de produits dangereux (art. 11) ;</li> <li>- les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation (art. 12) ;</li> <li>- les rapports de vérifications périodiques (art. 13 et 22) ;</li> <li>- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque incendie (art. 14) ;</li> <li>- les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations (art. 16 et 18) ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie et l'avis écrit des services d'incendie et de secours, s'il existe, et les justificatifs relatifs aux capacités de lutte contre l'incendie (art. 19) ;</li> <li>- les consignes d'exploitation (art. 21) ;</li> <li>- la description des dispositions mises en œuvre pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement (art. 26) ;</li> <li>- le registre des résultats de mesures de prélèvement d'eau (art. 26) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents liquides (art. 28) ;</li> <li>- les justificatifs attestant de la conformité des rejets liquides (art. 34 et 35) ;</li> <li>- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents (si elle existe) au sein de l'installation (art. 37) ;</li> <li>- les documents ayant trait à la gestion des rejets atmosphériques (art. 39) ;</li> <li>- la justification du nombre de points de rejet atmosphérique (art. 40) ;</li> <li>- le nombre de points de mesure de retombées de poussières, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités (art. 41) ;</li> <li>- les mesures de prévention mises en place pour réduire les nuisances acoustiques (art. 42) ;</li> <li>- les registres des déchets (art. 47 et 48) ;</li> <li>- le programme de surveillance des émissions (art. 49) ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation (art. 12) ;</li> <li>- les rapports de vérifications périodiques (art. 13 et 22) ;</li> <li>- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque incendie (art. 14) ;</li> <li>- les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations (art. 16 et 18) ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie et l'avis écrit des services d'incendie et de secours, s'il existe, et les justificatifs relatifs aux capacités de lutte contre l'incendie (art. 19) ;</li> <li>- les consignes d'exploitation (art. 21) ;</li> <li>- la description des dispositions mises en œuvre pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement (art. 26) ;</li> <li>- le registre des résultats de mesures de prélèvement d'eau (art. 26) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents liquides (art. 28) ;</li> <li>- les justificatifs attestant de la conformité des rejets liquides (art. 34 et 35) ;</li> <li>- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents (si elle existe) au sein de l'installation (art. 37) ;</li> <li>- les documents ayant trait à la gestion des rejets atmosphériques (art. 39) ;</li> <li>- la justification du nombre de points de rejet atmosphérique (art. 40) ;</li> <li>- le nombre de points de mesure de retombées de poussières, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités (art. 41) ;</li> <li>- les mesures de prévention mises en place pour réduire les nuisances acoustiques (art. 42) ;</li> <li>- les registres des déchets (art. 47 et 48) ;</li> <li>- le programme de surveillance des émissions (art. 49) ;</li> <li>- le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés par point de mesure, la durée d'exposition et les périodes de l'année au cours desquelles les points de mesures sont relevés (art. 50).</li> </ul> <p>Ce dossier sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique.</p>




Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	<p>- le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés par point de mesure, la durée d'exposition et les périodes de l'année au cours desquelles les points de mesures sont relevés (art. 50).</p> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique.</p>	
<b>Article 5</b>	<p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, modalités d'arrosage, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</li> <li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;</li> <li>- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</li> </ul> <p>Les zones de stockage sont, à la date de délivrance de l'arrêté préfectoral, implantées à une distance d'éloignement de 20 mètres des constructions à usage d'habitation ou des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche).</p> <p>Toutefois, pour les installations situées en bord de voie d'eau ou de voie ferrée, lorsque celles-ci sont utilisées pour l'acheminement de produits ou de déchets, cette distance d'éloignement est réduite à 10 mètres et ne concerne alors que les limites autres que celles contiguës à ces voies.</p> <p>Ces distances d'éloignement ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	<p align="center"></p> <p>En complément des mesures présentées dans le tableau de compatibilité 2521 art. 2.4, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> <li>- les véhicules sortant du site n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</li> <li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées.</li> </ul> <p>Les zones de transit se trouvent à plus de 20 m de toute habitation ou établissement sensible.</p> <p>L'habitation la plus proche se trouve à environ 694 m au Sud-Est des limites du site. L'Etablissement Recevant du Public (ERP) le plus proche se trouve à 840 m au sud-est du site. Il s'agit de la Boulangerie de l'avenir. (voir plans article 2.1 fournis pour l'arrêté 2521 précédent)</p>





Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 6</b>	<p>Les produits ou les déchets en transit sont préférentiellement acheminés par voie d'eau ou par voie ferrée, dès lors que ces voies de transport sont voisines et aménagées à cet effet.</p> <p>L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;</li> <li>- la liste des pistes revêtues ;</li> <li>- les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ;</li> <li>- les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus.</li> </ul> <p>Pour les produits de granulométrie 0/D, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrant ou sortant du site sont bâchés si nécessaire.</p>	 <p>Les granulats seront acheminés par camions, aucune voie d'eau ou voie ferrée aménagée à l'effet de transport de granulats n'étant disponible à proximité.</p> <p>Le plan de circulation à l'intérieur du site est indiqué sur le plan de masse en Etape 8.</p> <p>Une balayeuse fonctionnera en continu en raison de l'arrosage des pistes empruntées dans le cadre générale du chantier.</p> <p>De part son implantation au sein de l'aéroport d'Orly, l'acheminement les matériaux ou déchets par voie ferroviaire ou fluviale n'est pas envisageable.</p>
<b>Article 7</b>	<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements ou des stocks de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords immédiats et accessibles de l'installation sont maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p> <p>Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.</p>	 <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords immédiats et accessibles de l'installation sont maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p> <p>Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, seront nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage seront conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.</p> <p>L'installation sera implantée à proximité immédiate du chantier, sur une plateforme existante, où l'activité d'une centrale d'enrobage a déjà été menée en 2019.</p> <p>Les installations - de type mobile – seront présentes sur le site pour une durée maximale de 12 mois.</p>
<b>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</b>		





Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 8</b>	<p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>	 <p>Afin de protéger l'outil de travail et le matériel stocké sur le site, les mesures suivantes seront prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- accès interdit à toute personne étrangère. Des panneaux d'interdiction de pénétrer seront installés aux différents accès du site, de manière visible,</li> <li>- l'entrée sera interdite en dehors des horaires d'exploitation,</li> <li>- site sous surveillance permanente de personnel ou gardiennage.</li> </ul> <p>Pendant les périodes d'exploitation, une personne nommément désignée aura en charge la surveillance et la sécurité du site (M. Ronan LEFEUVRE, Société EIFFAGE, Responsable Technique Ets Grands Travaux d'Enrobés).</p>
<b>Article 9</b>	<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de poussières.</p> <p>L'utilisation de dispositifs soufflant de l'air comprimé à des fins de nettoyage est interdite, à l'exclusion de ceux spécialement conçus à cet effet (cabine de dépoussiérage des vêtements de travail, par exemple).</p>	 <p>L'ensemble des installations sera maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prendra les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières.</p> <p>L'utilisation de dispositifs soufflant de l'air comprimé à des fins de nettoyage sera interdite, à l'exclusion de ceux spécialement conçus à cet effet.</p>
<b>Article 10</b>	<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Les silos et réservoirs doivent être conçus pour pouvoir résister aux charges auxquelles ils pourraient être soumis (vent, neige, etc.).</p>	 <p><b>cf. article 4.1 de l'arrêté 2521 – Localisation des zones à risques</b></p> <p>Les produits pouvant présenter un risque sont le bitume, le GNR et le FOL, nécessaire à la fabrication d'enrobés et au fonctionnement des installations annexes. Ces risques seront liés l'activité des centrales d'enrobage et non du stockage des granulats.</p>

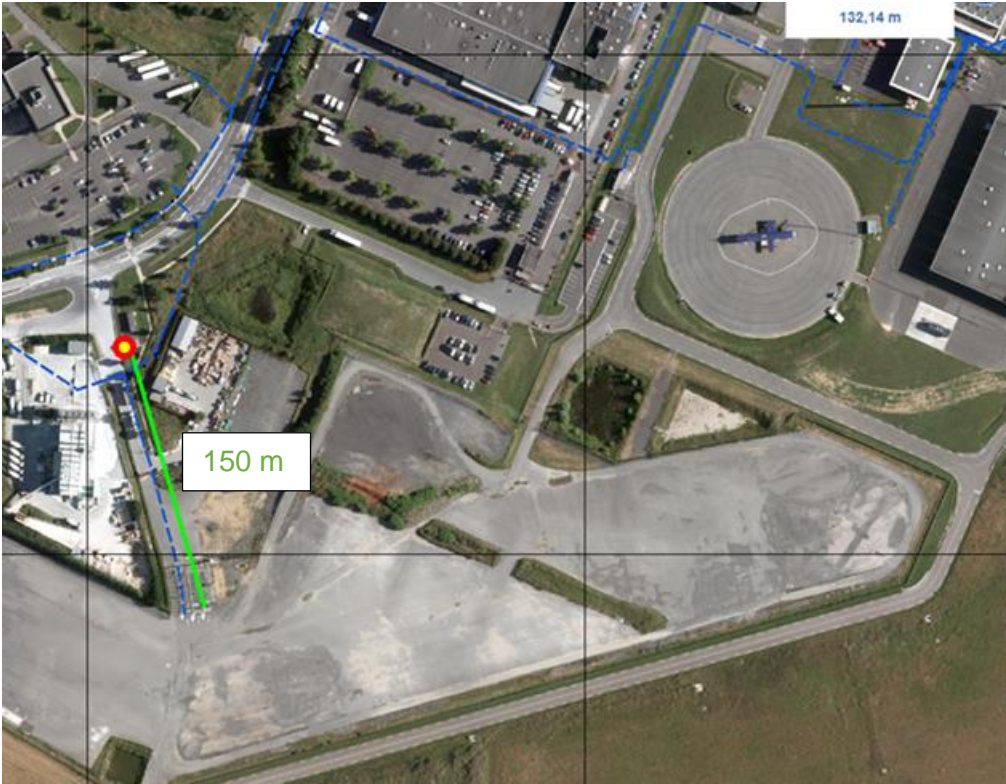
Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 11</b>	<p>L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>En cas de présence de telles matières, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	<p align="center"></p> <p>La centrale d'enrobage sera équipée d'un stockage d'hydrocarbures nécessaire à son fonctionnement.</p> <p align="center">Les fiches de données sécurité du bitume et du GNR sont données en <b>Annexe 1</b>.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>L'exploitant tiendra à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre sera tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Article 12</b>	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	<p align="center"></p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p> <p>Les fiches de données sécurité des produits utilisés sur le site sont disponibles en <b>Annexe 1</b> de cette pièce (bitume, FOL, GNR). Les quantités de produits seront suivies dans un registre et se limiteront aux nécessités de l'exploitation.</p>
<b>Article 13</b>	<p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées.</p> <p>Les flexibles utilisés lors des transferts doivent être entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement doit s'arrêter automatiquement.</p>	<p align="center"></p> <p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être seront étanches et résisteront à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles seront convenablement repérées, entretenues et contrôlées.</p>




Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 14</b>	<p>Les locaux à risque incendie, identifiés à l'article 10, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- murs extérieurs REI 60 ;</li> <li>- murs séparatifs E 30 ;</li> <li>- planchers/sol REI 30 ;</li> <li>- portes et fermetures EI 30 ;</li> <li>- toitures et couvertures de toiture R 30.</li> </ul> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, de canalisations ou de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	 Non concerné : pas de bâtiments sur le site
<b>Article 15</b>	<p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès à l'installation pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules stationnent sur le site sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	 <b>Cf. article 4.3 de l'arrêté 2521 – voies d'accès au site</b> Le site se situe à environ 220 m au sud de la caserne des pompiers de l'aéroport d'Orly. Un accès au site est possible par le Nord et par le Sud.  Les véhicules stationneront sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.  L'accès au site sera conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 16</b>	<p>Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire.</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux ou une surpression des installations. Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont entretenus constamment en bon état et vérifiés par des tests périodiques.</p>	<p align="center"></p> <p>Les installations seront maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent que nécessaire.</p> <p>Toutes les mesures seront prises pour éviter un échauffement dangereux des installations.</p> <p>Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont disposés aux abords des installations, maintenus constamment en bon état. L'exploitant s'assurera de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<b>Article 17</b>	<p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées " atmosphères explosibles ", les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du « décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques » ou, le cas échéant, aux dispositions réglementaires en vigueur. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p>	<p align="center"></p> <p>Les zones susceptibles de présenter des risques d'explosion sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les événements et les ciels gazeux des cuves,</li> <li>- les brides, vannes raccords de tuyauteries calorifugées,</li> <li>- la prise d'échantillon,</li> <li>- les pompes d'alimentation et de dépotage.</li> </ul> <p>Les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques présent dans les zones à risque d'explosion répondront aux exigences du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques.</p>
<b>Article 18</b>	<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p>	<p align="center"></p> <p>L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques seront mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p>



Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 19</b>	<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li> <li>- d'appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) en nombre suffisant.</li> </ul> <p>Le détail des moyens de lutte contre l'incendie figure dans le dossier de demande d'enregistrement. Il est transmis aux services d'incendie et de secours. Les observations qui pourraient être faites par ce service sont prises en compte par l'exploitant.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p align="center"></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, et de plans des installations afin de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local.</p> <p>Le poteau incendie le plus proche se situe à 150 m de l'entrée du site (voir plan ci-dessous). Par conséquent, des citernes souples d'eau seront prévues afin d'assurer la lutte contre l'incendie sur site. <b>Cf article 4.5 arrêté 2521</b></p> <p>Le site disposera d'une citerne souple de 120 m³ située à proximité immédiate des installations et munie d'un raccord pompier conforme aux normes en vigueur (pour assurer un débit de 60 m³/h pendant 2 heures).</p>



Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme
		☺/☹
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
		 <p align="center"><i>Poteaux incendie à proximité du site</i></p> <p>Au minimum, le personnel disposera sur le site d'extincteurs disposés à proximité des zones à risque.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie seront capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant s'assurera de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>




Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 20</b>	<p>Dans les parties de l'installation recensées à risque en application de l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>	<p align="center"></p> <p>Quelle que soit l'origine de l'intervenant (entreprise extérieure ou personnel de l'établissement), avant tous travaux d'entretien ou travaux neufs, il sera exigé l'établissement d'une "Autorisation de travail" et, selon les cas, d'un "Permis de feu".</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>
<b>Article 21</b>	<p>Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;</li> <li>- la vérification du bon fonctionnement des circuits avant toute opération de dépotage ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'obligation du « permis travail » pour les parties concernées de l'installation ;</li> </ul>	<p align="center"></p> <p>Toutes les opérations réalisées par le personnel se feront par le biais ou selon les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- procédures, instructions ou modes opératoires,</li> <li>- consignes particulières et consignes de sécurité au poste de travail.</li> </ul> <p>Les consignes de sécurité à respecter seront affichées à proximité de chaque lieu concerné.</p>




Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme
Articles applicables		Conformité
	<b>Traduction en exigences</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et des convoyeurs ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite d'un récipient ou d'une tuyauterie contenant des produits pulvérulents ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23-IV du présent arrêté ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- les modes opératoires ;</li> <li>- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>- les instructions de maintenance et de nettoyage, y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p>Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p> <p>Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.</p>	<p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;</li> <li>- la vérification du bon fonctionnement des circuits avant toute opération de dépotage ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'obligation du « permis travail » pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>- les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et des convoyeurs ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite d'un récipient ou d'une tuyauterie contenant des produits pulvérulents ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23-IV du présent arrêté ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- les modes opératoires ;</li> <li>- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>- les instructions de maintenance et de nettoyage, y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p>Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p>
<b>Article 22</b>	<p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des dispositifs permettant de prévenir les surpressions.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont portées dans un registre dans lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>Les équipements seront entretenus selon la réglementation en vigueur et les préconisations des constructeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- moyens de lutte contre l'incendie (réserve, extincteurs, bassin et vanne de confinement),</li> <li>- installations électriques,</li> <li>- systèmes de sécurité intervenant dans les procédés de production.</li> </ul>




Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme													
															
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité													
		<table><tr><th>INSTALLATIONS CONTROLEES</th><th>Exemple de BUREAU DE CONTROLE</th><th>FREQUENCE DES VISITES</th></tr><tr><td>Installations électriques</td><td rowspan="3">A définir au démarrage de l'installation</td><td>1 visite par an</td></tr><tr><td>Extincteurs</td><td>1 visite par an</td></tr><tr><td>Compresseurs</td><td>1 visite par an</td></tr><tr><td>Appareils de manutention</td><td>Organismes agréés</td><td>2 fois par an</td></tr></table>	INSTALLATIONS CONTROLEES	Exemple de BUREAU DE CONTROLE	FREQUENCE DES VISITES	Installations électriques	A définir au démarrage de l'installation	1 visite par an	Extincteurs	1 visite par an	Compresseurs	1 visite par an	Appareils de manutention	Organismes agréés	2 fois par an
INSTALLATIONS CONTROLEES	Exemple de BUREAU DE CONTROLE	FREQUENCE DES VISITES													
Installations électriques	A définir au démarrage de l'installation	1 visite par an													
Extincteurs		1 visite par an													
Compresseurs		1 visite par an													
Appareils de manutention	Organismes agréés	2 fois par an													
		Les vérifications feront l'objet d'un procès-verbal ou d'un rapport remis à l'exploitant. Les procès-verbaux ainsi que les comptes-rendus seront conservés sur le site et tenus à la disposition des autorités compétentes													
Article 23	I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.														
	Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.														
	Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.														
	II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.														
	L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.														
		Les produits dangereux seront principalement les hydrocarbures stockés au niveau du parc à liants. Les cuves sont situées sur une cuvette de rétention de volume 170 m³. Le parc à liant est situé dans un bac de rétention composé d'une membrane étanche recouverte de sable, et de murets. En cas de déversement accidentel, les liquides accumulés au droit de cette rétention seront pompés et évacués par des partenaires agréés.													
		Les aires de dépotage seront étanches et les connexions des canalisations de livraison d'hydrocarbures munies de bacs de récupération des égouttures.													
		Les autres produits chimiques éventuellement présents pour la maintenance ou l'entretien seront stockés sur rétention, sans risque de mélange de produits incompatibles. Il s'agira de produits potentiellement nocifs ou dangereux pour l'environnement de type produits d'entretien ou huiles mécaniques. Les quantités stockées seront inférieures à quelques m³.													




Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	<p>Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées aux paragraphes I et II du présent article. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.</p> <p>III. Rétention et confinement.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et des écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume des matières stockées ;</li> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;</li> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur</p>	







Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 						
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité						
	<p>dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <table><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10 mg/l</td></tr></table>	Matières en suspension totales	35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l	Hydrocarbures totaux	10 mg/l	
Matières en suspension totales	35 mg/l							
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l							
Hydrocarbures totaux	10 mg/l							
Article 24	<p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	<div><p>Pas de rejet d'eaux résiduaires Pas de rejet d'eaux industrielles</p></div> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le bassin d'infiltration présent sur le site.</p> <p>Les eaux pluviales rejetées respecteront les valeurs limites fixées par la réglementation.</p>						
Article 25	<p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximal effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser 75 m³/heure ni 75 000m³/an.</p> <p>L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes, etc. Afin de</p>	<div><p>Non concerné : aucun prélèvement dans les cours d'eau et aucun forage ne sera réalisé sur le site.</p></div>						




Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	<p>limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.</p> <p>Les eaux d'arrosage des pistes non revêtues et les eaux d'arrosage des stockages sont réutilisées chaque fois que possible.</p>	
<b>Article 26</b>	<p>L'exploitant indique, dans son dossier d'enregistrement, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement d'eau.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas l'écoulement normal des eaux et n'entravent pas les continuités écologiques.</p>	<p align="center"></p> <p align="center">Aucun prélèvement dans les cours d'eau et aucun forage ne sera réalisé sur le site. Le site sera raccordé au réseau de distribution d'eau potable. Le raccordement sera équipé d'un compteur et d'un dispositif de disconnexion. Une balayeuse fonctionnera en continu en raison de l'arrosage des pistes empruntées dans le cadre générale du chantier afin de prévenir l'envol de matériaux.</p>
<b>Article 27</b>	<p>Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions sont prises pour ne pas mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p>	<p align="center"></p> <p align="center">Aucun forage ne sera réalisé.</p>



Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.	
<b>Article 28</b>	<p>La collecte des effluents s'effectue par deux types d'ouvrages indépendants : les fossés de drainage pour les eaux non polluées et les réseaux étanches (tuyauteries) pour les autres effluents.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux équipés de tuyauteries de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou tuyauteries), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.</p>	<p align="center"></p> <p align="center">Les eaux pluviales potentiellement polluées transiteront par un fossé étanche puis un séparateur à hydrocarbures, avant d'être rejetées dans le bassin de gestion des eaux pluviales de la plate-forme.</p> <p align="center">Les eaux domestiques (WC, lavabo, etc.) seront collectées dans une cuve étanche.</p>
<b>Article 29</b>	<p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>	<p align="center"></p> <p align="center">Les eaux pluviales ruisselant sur les stockages de granulats ne seront pas susceptibles d'être polluées, elles s'infiltreront sur le site.</p> <p align="center">Les eaux domestiques (WC, lavabo, etc.) seront collectées dans une cuve étanche et évacuées par un prestataire agréé.</p>




Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 30</b>	<p>Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou des obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	 Un point de prélèvement sera installé au niveau du rejet en sortie du fossé de rétention pour les eaux pluviales ruisselant au niveau des centrales d'enrobage.
<b>Article 31</b>	<p>Les « eaux » pluviales non polluées sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés.</p> <p>Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.</p> <p>Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.</p> <p>Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation revêtues, aires de stationnement, de chargement et de déchargement ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.</p> <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces imperméables du site (voiries, aires de parking, par exemple), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p>	 Les eaux pluviales potentiellement polluées transiteront par un fossé étanche puis un séparateur à hydrocarbures, avant d'être rejetées dans le bassin d'infiltration des eaux pluviales de la plate-forme.




Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	<p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, l'autorisation de déversement prévue à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique fixe notamment le débit maximal.</p> <p>Les eaux pluviales polluées (EPp) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté (article 34 à 36). Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p>	
<b>Article 32</b>	Les rejets directs ou indirects d'eau résiduaires vers les eaux souterraines sont interdits.	 Pas de rejets directs dans les eaux souterraines
<b>Article 33</b>	La dilution des effluents est interdite.	 Pas de dilution des effluents
<b>Article 34</b>	<p>Les prescriptions du présent article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant justifie, dans son dossier d'enregistrement, que le débit maximal journalier ne dépasse pas 1/10e du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas, en dehors de la zone de mélange :</p>	 Pas de rejets directs sur le site.  Les eaux pluviales potentiellement polluées transiteront par un fossé étanche puis un séparateur à hydrocarbures, avant d'être rejetées dans le bassin d'infiltration des eaux pluviales de la plate-forme.





Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et 2 °C pour les eaux conchyliques ;</li> <li>- une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;</li> <li>- un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6-9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5-8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7-9 pour les eaux conchyliques ;</li> <li>- un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.</li> </ul> <p>Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.</p>	
<b>Article 35</b>	<p>Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MEST : 35 mg/l ;</li> <li>- DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;</li> <li>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</li> </ul> <p>Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>	 Les eaux pluviales respecteront les valeurs limites suivantes : - MEST : 35 mg/l ; - DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l.
<b>Article 36</b>	<p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et à traiter l'effluent ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement est établie par le(s) gestionnaire(s) du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Sous réserve de l'autorisation de raccordement à la station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie du site ne dépassent pas :</p>	 Pas de raccordement à une station d'épuration : les eaux usées sanitaires seront collectées dans une cuve étanche et éliminée par un prestataire agréé. Absence d'eaux usées industrielles.

Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	<p>- MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p> <p>Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>	
<b>Article 37</b>	<p>Les installations de traitement des effluents sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour y remédier dans les meilleurs délais et pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p> <p>Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement, à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.</p>	<p align="center"></p> <p align="center"><b>Pour rappel au niveau de la centrale d'enrobage :</b></p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures sera équipé d'un by-pass de sorte à désengorger le dispositif de traitement en cas de forte pluie.</p> <p>Ceci n'aura aucune influence sur la qualité des eaux rejetées, seules les premières eaux ayant ruisselées sur la surface étant susceptibles d'être polluées.</p> <p>Le séparateur sera vidangé et curé lorsque le volume des boues atteindra la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection.</p> <p>En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le fossé de rétention étanche sera équipé d'une vanne de confinement (obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées en cas de dysfonctionnement du séparateur d'hydrocarbures).</p>

Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	
<b>Article 38</b>	L'épandage des boues, déchets, effluents ou sous-produits est interdit.	 Aucun épandage ne sera réalisé
<b>Article 39</b>	<p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. A ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.</p> <p>Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.</p> <p>En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;</li> <li>- brumisation ;</li> <li>- système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements.</li> </ul> <p>Lorsque les stockages des produits ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p>	<p align="center"></p> <p>Ainsi, les rejets du site seront constitués de rejets canalisés et de rejets diffus émis de manière fugitive à l'extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rejets diffus : manutention, au stockage de granulats et au trafic de véhicules, ravitaillement en granulats et du silo à filler sur la centrale d'enrobage,</li> <li>- rejets canalisés : cheminée du dépoussiéreur, groupes électrogènes.</li> </ul> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Lorsque les stockages des produits ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p> <p align="center">Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) sont confinés (silos).</p>

Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.	
<b>Article 40</b>	<p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Le nombre de points de mesure les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. A défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	 <p>L'exploitant s'engage, dès le démarrage, à faire effectuer par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et de la teneur en poussières au niveau de la centrale selon les méthodes normalisées en vigueur.</p> <p>L'exploitant s'engage, dès le démarrage et ce une fois par semestre pendant une période continue d'exploitation de 30 jours, de préférence durant une période sèche, à faire effectuer par un organisme agréé, des mesures de retombées de poussières selon un réseau couvrant l'ensemble des directions autour du site, selon la méthode normalisée NF X 43-007.</p>
<b>Article 41</b>	<p>Les méthodes de mesures, de prélèvements et d'analyse de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel ».</p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>	 <p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt seront réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008.</p> <p>Le choix des points de mesures s'est fait en suivant les préconisations du guide de l'INERIS relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées (novembre 2016).</p>

Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	<p>La concentration en poussières totales des émissions canalisées est inférieure à : 30 mg/Nm<sup>3</sup> ; 1 kg/heure par point de rejet.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi se fera soit par la méthode des plaquettes de dépôt, soit, préférentiellement, par la méthode des jauges de retombées.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des jauges de retombées sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003.</p>	<p>La surveillance des retombées de poussières pourra se faire par la pose de 3 plaquettes positionnées selon la direction du vent (de secteur Sud-Ouest – Nord-Est d'après la rose des vents d'Orly). Le principe de surveillance des retombées de poussière par la méthode des plaquettes est développé en Annexe 3. Le nombre et l'emplacement des plaquettes seront à valider par le prestataire choisi par l'exploitant. Une proposition de localisation des plaquettes est présentée au <b>document n°1</b>.</p>
<b>Chapitre V : Emissions dans les sols</b>		
Le présent chapitre ne comporte pas de dispositions.		
<b>Chapitre VI : Bruit et vibrations</b>		
<b>Article 42</b>	<p>Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum.</p> <p>La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne.</p>	
<b>Article 43</b>	<p>Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté.</p> <p>Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant :</p>	
		<p>Les bruits émis par les installations seront réduits au maximum.</p> <p>La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne.</p> <p>Les compresseurs seront situés dans un conteneur spécifique fermé.</p> <p>L'ensemble des tapis convoyeurs de matériaux sera caoutchouté, réduisant de fait l'impact sonore.</p> <p>D'autre part, les engins et les camions répondent aux normes de fabrication et à la réglementation fixée par le code de la route limitant les émissions sonores.</p>






# EIFPAGE GC INFRA LINEAIRES

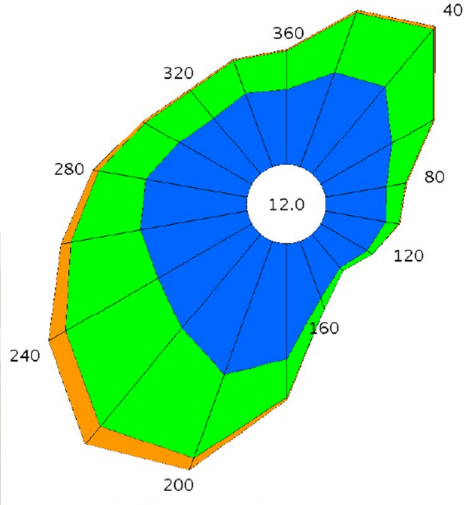
## Pièce Jointe n°2 - Document n°1

Positionnement du dispositif de mesures  
des retombées de poussières à valider  
avec prestataire choisi




Fond : vue aérienne du site, extrait Géoportail






-  **Plaquette témoin 0 :** en-dehors de l'influence des émissions diffuses de poussières des stocks de granulats, des installations et des véhicules sur le site.
-  **Plaquettes de mesures 1 et 2 :** sous l'influence des émissions diffuses de poussières des stocks de granulats, des installations et de la circulation des véhicules sur le site.
-  **Plaquette de mesures 3 :** en-dehors de l'influence des émissions diffuses de poussières des stocks de granulats, des installations et de la circulation des véhicules sur le site.









Rose des vents : Orly (91)

Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 									
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité									
	<p>Tableau 1. Niveaux d'émergence</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies au point 1.9 de l'annexe I du présent arrêté.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	<p>L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hautparleurs) est interdit sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signallement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>Les camions en attente de chargement ou de déchargement seront tenus de couper leur moteur.</p> <p>Des mesures de bruit seront réalisées, dès le démarrage de l'activité pour vérifier la conformité du site sur les niveaux sonores.</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
<b>Article 44</b>	<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signallement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	 <p>Les véhicules et engins seront conformes à la réglementation. L'usage d'avertisseurs sonores sera interdit sauf pour la prévention et le signallement d'incidents graves ou d'accidents. Les camions en attente de chargement ou de déchargement seront tenus de couper leur moteur.</p>									
<b>Article 45</b>	<p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p>	 <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p>									
Chapitre VII : Déchets											







Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 46</b>	<p>A l'exception de l'article 48, les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets non dangereux inertes reçus par l'installation.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;</li> <li>- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li> <li>- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, ;</li> <li>- s'assurer, pour les déchets ultimes, dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul> <p>De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisation, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires.</p>	<p align="center"></p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises, dans la conception et l'exploitation des installations, pour assurer une bonne gestion des déchets induits par l'activité, notamment pour favoriser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la limitation à la source de la quantité et de la toxicité des déchets,</li> <li>- le tri, le recyclage, la valorisation des sous-produits de fabrication,</li> <li>- le traitement ou le prétraitement des déchets,</li> <li>- le stockage dans les meilleures conditions possibles pour les déchets ultimes dont le volume devra être strictement limité.</li> </ul> <p>L'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.</p> <p>Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisation, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires.</p>
<b>Article 47</b>	<p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière</p>	<p align="center"></p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.</p>

Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
	d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.	
<b>Article 48</b>	<p>Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par « l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ».</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 susvisé.</p>	<p align="center"></p> <p>Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par « l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ».</p>
<b>Chapitre VIII : Surveillance des émissions</b>		
<b>Article 49</b>	<p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 50 à 53. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les méthodes de mesure, de prélèvement et d'analyse de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel » ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant.</p>	<p align="center"></p> <p align="center">Programme de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes présentée ci-dessus,</li> <li>- mesures de rejets atmosphériques, mesures de rejets aqueux, de niveaux sonores prévues dans le tableau de compatibilité 2521, art. 5.9, 6.7, 7.1 et chapitre 9.</li> </ul> <p>Les méthodes de mesure, de prélèvement et d'analyse de référence en vigueur sont conformes à l'arrêté du 7 juillet 2009 (retombées de poussières) ou, le cas échéant, aux normes réglementaires en vigueur.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.</p>

Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité
<b>Article 50</b>	<p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières.</p> <p>La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement).</p> <p>L'exploitant indique dans son dossier de demande d'enregistrement le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés, la durée d'exposition et les mois de l'année au cours desquels sont effectués les relevés.</p> <p>Au cours de la première année de fonctionnement, l'exploitant fait réaliser, dans des conditions représentatives de l'activité, une mesure de chacun des points de rejet canalisé. Par la suite, la fréquence des mesures est trisannuelle. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	 <p>L'exploitant adressera tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiendront notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières.</p> <p>La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement). Les modalités du contrôle présentées ci-dessus seront à valider avec un prestataire agréé. Au cours de la première année de fonctionnement, une mesure de chacun des points de rejet canalisé autres que la cheminée du dépoussiéreur sera réalisée par un organisme agréé, dans des conditions représentatives de l'activité, Par la suite, la fréquence des mesures sera trisannuelle.</p>
<b>Article 51</b>	<p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'annexe du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>	 <p>EIFFAGE s'engage à réaliser une campagne de mesure dans les 6 mois suivants le début de l'exploitation, puis des campagnes de mesures annuelles. Le contrôle pourra devenir trisannuel si les deux premières campagnes de mesure ne montrent pas de dépassements. Le contrôle portera sur le respect des valeurs limites en limite de propriété et au niveau des ZER.</p>



Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517		Conforme / Non conforme 								
Articles applicables	Traduction en exigences	Conformité								
	Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.									
Article 52	<p>La mesure des eaux pluviales polluées (EPp) est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.</p> <table><tr><th>POLLUANTS</th><th>FRÉQUENCE</th></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté).</td><td>Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.</td></tr><tr><td>Matières en suspension totales.</td><td>Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux.</td><td>- si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.</td></tr></table> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	POLLUANTS	FRÉQUENCE	DCO (sur effluent non décanté).	Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.	Matières en suspension totales.	Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;	Hydrocarbures totaux.	- si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.	 <p>EIFFAGE s'engage à réaliser une campagne de mesure de la qualité des eaux pluviales en sortie du séparateur à hydrocarbures dans les 6 mois suivants le début de l'exploitation.</p> <p>Le rejet dans le milieu naturel concerne uniquement les eaux pluviales, dépolluées le cas échéant par le séparateur à hydrocarbures. Il n'y a donc pas lieu de supposer que ces eaux seront polluées et elles ne seront pas concernées par le programme de surveillance.</p>
POLLUANTS	FRÉQUENCE									
DCO (sur effluent non décanté).	Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.									
Matières en suspension totales.	Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;									
Hydrocarbures totaux.	- si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.									
Article 53	Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse	 Non applicable								

<b>Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517</b>		<b>Conforme / Non conforme</b> 
<b>Articles applicables</b>	<b>Traduction en exigences</b>	<b>Conformité</b>
	significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.	